

Aujourd'hui dimanche

La personnalité de la semaine



B3 Jean-Claude Lauzon



C1 Le comédien de l'été!

649 1 15 16 26
29 37 (9)

Sports



S8 Le «Fils du ventilateur»

Sommaire

Annonces classées.....	B 15-16 C 10 à C 13
Arts et spectacles informations.....	C 1
Bridge.....	C 9
Décès, naissances, etc.	C 14
Editorial.....	B 2
Êtes-vous observateur? ..	B 15
Feuilleton.....	C 11
Horoscope.....	B 16
Le monde.....	A 10
Loteries — résultats:.....	A 4
Météo.....	A 2
Mots croisés.....	C 12
«Mot mystère».....	C 10
Quoi faire aujourd'hui.....	C 8

Hatfield déclenche des élections

Les conservateurs dirigent le Nouveau-Brunswick depuis 17 ans

d'après Canadian Press
FREDERICTON

Des élections générales auront lieu au Nouveau-Brunswick le 13 octobre prochain, a annoncé hier le premier ministre de la province, M. Richard Hatfield.

Au pouvoir depuis 17 ans, les conservateurs de M. Hatfield n'auront vraisemblablement pas, cette fois, la partie facile, puisque les derniers sondages les placent loin derrière les libéraux.

M. Hatfield aura d'ailleurs repoussé jusqu'à l'extrême limite de son mandat le déclenchement du processus électoral, laissant ainsi retomber la poussière sur les scandales qui ont ébranlé son gouvernement en 1984 et 1985.

A cette époque, le premier ministre conservateur avait dû affronter la justice sous une accusation de possession de marijuana. Peu après son acquittement, deux jeunes hommes avaient accusé M. Hatfield d'avoir fourni des drogues illicites à des étudiants à son domicile en 1981, allégation qu'il a toujours niée.

M. Hatfield s'est ensuite de nouveau retrouvé au centre d'une controverse concernant cette fois ses comptes de dépenses ainsi que ceux de plusieurs des ministres de son gouvernement.

Les conservateurs sont au pouvoir au Nouveau-Brunswick depuis 1970. Ils ont gagné haut la main les dernières élections générales, le 12 octobre 1982, remportant 39 des 58 sièges de la législature provinciale. Les libéraux

VOIR HATFIELD EN A 2

60 jours dans l'eau du lac Ontario

Une étudiante réussit l'exploit pour la sclérose en plaques

d'après Canadian Press
TORONTO

Épuisée, la nageuse Jocelyn Muir a inscrit un exploit en terminant hier, peu avant midi, le tour du lac Ontario, après avoir passé 60 jours à nager dans des eaux glacées.

Elle est la première personne à avoir fait le tour complet du lac à la nage.

L'exploit a permis de recueillir \$250 000 pour la recherche sur la sclérose en plaques, une maladie qui affecte environ 50 000 Canadiens.

La jeune femme de 21 ans, étudiante à l'Université de Toronto, a émergé d'une eau d'à peine 6 degrés Celsius, à bout de souffle et le visage bleu par le froid.

«C'était très, très dur», a-t-elle lancé en sortant de l'eau face à l'Aquarama de la Canadian National Exhibition, où elle a été accueillie par des centaines de supporters.

Jocelyn Muir n'en était pas à sa première immersion dans les eaux du lac Ontario. Il y a six ans, elle avait d'ailleurs établi un autre record, en devenant à 15 ans la plus jeune personne à traverser le lac à la nage.

Pour boucler le tour du lac en 60 jours, la nageuse a dû parcourir en moyenne 18 km par jour. Mais le refroidissement de la température de l'eau au cours des dernières semaines, et les séquelles de l'absorption de substances polluées dans le canal Érie, l'ont forcée à ralentir sa cadence.

VOIR ONTARIO EN A 2



Chirac entame son voyage de trois jours

Le premier ministre de France, M. Jacques Chirac, a entamé hier à Ottawa une visite officielle de trois jours au Canada. Accueilli à sa descente d'avion par le premier ministre Brian Mulroney, M. Chirac, qui arrivait de Saint-Pierre-et-Miquelon, s'est aussitôt rendu en hélicoptère avec son hôte à la maison de campagne officielle des premiers ministres au lac Harrington, à une trentaine de kilomètres au nord de la capitale. M. Chirac doit rencontrer le premier ministre Bourassa aujourd'hui à la Baie James. Il est attendu à Montréal en fin de soirée.

TELEPHOTO REUTER

Tout finit toujours par s'arranger avec un bec!

Agence France Presse

Les quelque 1 400 journalistes attendus mercredi au Deuxième Sommet des pays ayant en commun l'usage du français n'auront pas pantoute (du tout) besoin de tuques (bonnets), de foulards (cache-nez) ou de mitaines (mouffles) au terme de leur envolée (voyage en avion), lorsqu'ils poseront pied sur le sol québécois en cette fin d'été.

S'ils ne sont pas trop baveux (arrogants), épais (sots) ou niais (niais), les Québécois se feront un plaisir de leur indiquer un hôtel pas trop dispendieux (cher) et assez sécuritaire (sûr), un endroit où changer leurs francs français, belges, suisses ou CFA en piastres (dollars), une tabagie (bureau de tabac) ou un dépanneur (épicerie ouverte tard le soir) pour trouver cigarettes, journaux ou victuailles, leur évitant ainsi de zigonner (errer) trop longtemps.

Ils n'auront peut-être guère le temps de magasiner (qui vaut bien un vulgaire shopping), de jaser ou de placoter (bavarder) si, en plus de leur cédule (programme) fort chargée au sommet, ils ont pris quelques appointments (rendez-vous). Il faudra bien pourtant qu'ils s'arrêtent quelques instants avant de comprendre qu'un char est une voiture, qu'une porte débarrée n'est pas fermée à clef, que l'indispensable «30 sous» à glisser dans un appareil téléphonique est en fait une pièce de 25 cents. Ils réaliseront aussi qu'on ne cherche pas du tout à les enfirouaper (mener en bateau) lorsqu'on leur demande de peser sur le pitoron dans un ascenseur mais qu'on attend tout simplement d'eux qu'ils appuyent sur un bouton.

Ceux qui parlent pointu (avec un accent parisien) auront souvent de quoi être mêlés (embrouillés) au cours de leur apprentissage: au Québec, un seau est une chaudière et une chaudière est une fournaise. Mais si, quelle que soit la température ambiante, on dit d'eux qu'ils sont «chauds» à la brunante, c'est qu'ils auront un peu trop bu quand viendra le soir. Bons vivants, les Québécois ont sur ce chapitre de vastes ressources linguistiques pour qui prend une brosse (une cuite), est paqueté (saoul) et se retrouve le matin tout magané ou poché (à l'envers), les deux yeux dans le même trou ou dans la graisse de bean (haricot).

«Achalle moé pas!» pourra alors s'exclamer un tel quidam dans cet état qui ne sera pas d'humeur à se faire ennuyer ou barouetter (bousculer) d'un bord (côté) pis d'l'autre.

S'il se sent vraiment tout croche (mal) et incapable de travailler, il pourra toujours aller aux vues (au cinéma) ou se réfugier dans une taverne pour consommer une dernière «grosse» (pinte de bière).

D'où qu'ils viennent, tous les visiteurs sont quasiment assurés d'avoir du fun (du plaisir) pendant leur séjour et de tomber en amour (amoureux) avec la province. Il faudrait vraiment qu'ils soient malcommodes pour que leurs hôtes, généralement pas ostineux (querelleurs), se mettent en beau joul vert (en colère) et lancent les «maudit tabarnac, câlice ou crisse» qui leur servent de jurons.

Mais même dans ces circonstances extrêmes, au Québec, tout finit toujours par s'arranger avec un bec (baiser).

NOS VOISINS



FRANCOPHONES

■ Au moment où se réunissent à Québec la plupart des dirigeants des peuples francophones du monde, La Presse a voulu en savoir plus long sur les problèmes auxquels sont régulièrement confrontés les deux principales concentrations de francophones vivant à ses côtés. Voici le deuxième d'une série de cinq reportages.

- 2 -

Survivre d'abord, en français si possible!

PIERRE GRAVEL

envoyé spécial de La Presse
WINDSOR



Deux ans après avoir déménagé de Saint-Jean-sur-Richelieu, au Québec, à Windsor, en Ontario, Nicole Denis ne parle toujours pas anglais.

«J'ai une liste des commerçants ou on parvient à se faire servir en français. Quant ça ne marche pas, je me débrouille dans les magasins libre-service ou encore j'attends que mon mari m'accompagne. Quant à ma vie sociale, je me suis fait des amis au sein de l'ACFO (l'Association canadienne-française de l'Ontario). J'écoute Radio-Canada ou TV-Ontario et je lis Le Rempart, l'hebdomadaire français de la région».

Ses deux filles de 11 et huit ans ne connaissent pas les mêmes difficultés. «Depuis leur arrivée ici, elles sont devenues parfaitement bilingues... à l'école française!» Windsor dispose d'une institution francophone d'enseignement de niveau secondaire qui reçoit 600 élèves, l'école ESSOR (pour ESSex et WindsOR) en plus d'une quinzaine d'écoles primaires catholiques francophones regroupant chacune environ 200 enfants.

«Le problème, souligne Bernadette Grenier, permanente locale de l'ACFO, c'est que 80 p. cent des enfants de ces écoles sont des anglophones qui anglicisent le 20 p. cent de francophones qui s'y trouvent. Souvent, ce sont les professeurs eux-mêmes qui s'adressent en anglais aux enfants dans la cour de récréation. Très fréquemment, des invités comme par exemple des policiers chargés de donner des conférences sur la sécurité, ne peuvent s'exprimer qu'en anglais». Nicole Denis se dit incapable de participer activement aux réunions du comité de parents à l'école de ses enfants parce que la majorité anglophone y a, dans les faits, imposé l'anglais comme langue d'usage.

En 1981, selon les données du recensement fédéral, la région sud-ouest de

VOIR VOISINS EN A 4

JE VOYAGE COMME JE VEUX AVEC NOUVELLES FRONTIÈRES JE VOYAGE

NOUVELLES FRONTIÈRES

PARIS 349\$

NE MANQUEZ PAS L'ÉMISSION LIASON PARIS-MONTRÉAL SUR LES ONDES DE 8 H 30 P.M.

288-4800
800 EST. DE MAISONNEUVE (ANGLE ST-HUBERT) METRO BERRI PERMIS DU QUÉBEC

VOL ALLER-RETOUR TOUS LES JOURS

SUITE DE LA UNE



La nageuse Joselyn Muir

PHOTO CP

ONTARIO

60 jours dans l'eau du lac Ontario

C'est d'ailleurs cette partie du parcours qui lui a donné le plus de fil à retordre, a raconté Joselyn Muir.

La nageuse a affronté le froid vêtue d'un habit de plongée, de gants et de bottes.

En accomplissant son exploit, la jeune femme n'a jamais laissé voir qu'elle souffrait de quelque malaise que ce soit. Mais une fois ressortie sur la terre ferme, elle a raconté avoir eu mal «partout, surtout durant les onze derniers jours».

«Mais après une semaine de repos, je suis sûre que je serai O.K.»

Jocelyn Muir a affirmé que c'est le soutien des personnes souffrant de sclérose en plaques qui lui a permis de continuer à nager dans les moments les plus difficiles.

«Je crois que j'ai aidé des gens, et j'en suis très heureuse», a-t-elle laissé tomber.

«Je voudrais lui demander seulement une chose: où est le camion dans lequel elle transporte son cœur? Parce qu'elle ne peut certainement pas le garder tout entier dans un si petit corps», a dit l'une des personnes atteintes de cette maladie qui a suivi l'exploit de la nageuse.

32 membres d'une secte trouvés morts

On ne sait pas encore s'il s'agit de suicides ou d'assassinats

d'après UPI, AFP, Reuter SÉOUL

■ Trente-deux personnes, dont de nombreux enfants et adolescents, ont été retrouvés morts hier dans une fabrique d'objets artisanaux près de Séoul.

Hier en fin de soirée, on ne savait pas encore s'il s'agissait d'un assassinat ou d'un suicide collectif. Les 32 personnes étaient toutes membres d'une secte religieuse dirigée par une femme de 48 ans, Park Soon-Ja, qui prétendait être une déesse.

Selon la police, certaines des victimes auraient absorbé du poison, tandis que d'autres auraient été étranglées ou poignardées.

La «déesse» de 48 ans, dont la secte comptait 150 fidèles, avait emprunté plus de \$8 millions, notamment à ses fidèles, et était recherchée depuis plusieurs jours par la police.

Il était impossible de savoir, hier, si le corps de Mme Park Soon-Ja, ainsi que ceux de ses trois enfants, se trouvaient sur les lieux du carnage, à Yongin, à une quarantaine de kilomètres au sud de Séoul. Cependant, l'Associated Press affirme qu'ils s'y trouvaient.

Les corps des adeptes, vêtus de chemises et de pantalons roses, étaient entassés en deux piles dans les combles de la fabrique louée par Park Soon-Ja.

Un homme d'une trentaine d'années retrouvé pendu à une poutre pourrait avoir tué les adeptes qui ont refusé de se suicider avant de se supprimer lui-même, suppose la police.

La directrice de la secte, Mme Park Soon-Ja, qui a prétendu être une déesse.

PHOTO AP



Quelques unes des victimes dans le grenier où on les a trouvées

PHOTO Reuter

HATFIELD

Hatfield déclenche des élections

s'en étaient alors tirés avec 18 sièges, et le NPD avec un seul.

Une série d'élections partielles a légèrement altéré les positions des principales formations politiques au profit du parti libéral. Au moment d'affronter à nouveau l'électorat, les conservateurs ne disposent plus que de 37 sièges, contre 20 pour les libéraux et toujours un seul pour les néo-démocrates.

Les élections précédentes avaient toutes été déclenchées avant l'expiration de la quatrième année du mandat. Cette fois, M. Hatfield aura attendu jusqu'à la toute fin de la cinquième, et dernière année.

La limite exacte de la durée du dernier mandat de l'équipe conservatrice a d'ailleurs donné lieu à une controverse d'ordre constitutionnel, puisque la Charte canadienne des droits et libertés et la législation provinciale diffèrent légèrement à cet égard. Finalement, la prépondérance de la loi provinciale a été généralement acceptée, ce qui donnait à M. Hatfield jusqu'au 2 septembre pour déclencher les élections.

Les trois principaux partis provinciaux mettent en marche leurs machines électorales à un moment où les libéraux, dirigés par M. Frank McKenna, paraissent les mieux armés pour la course au pouvoir.

Ce dernier a jusqu'à maintenant évité les confrontations directes avec son principal adver-

saire, n'exploitant pas le filon des scandales, et se contentant d'attendre que les conservateurs commettent les gaffes qui pourraient leur être fatales. Cette tactique lui a vraisemblablement été inspirée par les erreurs de son prédécesseur, M. Joe Daigle, qui est sorti perdant de ses attaques personnelles contre M. Hatfield.

Avocat de 39 ans, le nouveau leader libéral mise sur un besoin de renouveau après 17 ans de règne conservateur, et estime que les électeurs ont le choix entre un «gouvernement usé» et une équipe dirigée par un chef «plein de vitalité et prêt à travailler fort pour la population».

M. Hatfield, quant à lui, continue de croire qu'il sera en mesure de faire remporter une cinquième victoire d'affilée à son parti. Cependant, plusieurs candidats conservateurs ont déjà indiqué préférer que leur leader reste le plus possible dans l'ombre. «Je ne crois pas que le premier ministre ait à intervenir dans le processus électoral dans certains coins de la province», a noté M. Bev Harrison, qui fait partie des députés conservateurs ayant tenté en vain, il y a deux ans, de provoquer un congrès au leadership.

Le leader néo-démocrate, M. George Little, qui ne siège pas à la législature, croit pour sa part que les prochaines élections auront pour thème central le type de leadership qu'offrent les trois formations politiques provinciales. Selon lui, l'électorat aura à choisir entre un «leadership politique du passé» et un leadership plus directement branché sur les besoins de la population.



Lee Marvin

PHOTO AP

Lee Marvin est mort

AFP TUCSON

■ L'acteur américain Lee Marvin, célèbre pour ses rôles de dur, est mort hier au centre médical de Tucson (Arizona). Il était âgé de 63 ans.

Lee Marvin, lauréat d'un Oscar en 1966 pour son interprétation d'un tueur à gages alcoolique dans *Cat Ballou*, a été victime d'une défaillance cardiaque, a précisé un porte-parole de l'hôpital. Son épouse Pam se trouvait à ses côtés.

L'acteur avait été hospitalisé le 13 août dernier souffrant de complications consécutives à une grippe, a conclu le porte-parole.

Outre *Cat Ballou*, où il partageait la vedette avec Jane Fonda, Lee Marvin, le dur aux cheveux blancs, restera dans les mémoires pour ses rôles dans *L'homme qui tua Liberty Valance*, avec John Wayne, *Les douze salopards* et *Les professionnels*, avec Burt Lancaster.

En décembre dernier il avait subi une intervention chirurgica-

le à l'abdomen à la suite d'une inflammation du colon.

Né à New-York, fils d'un cadre dans une agence de publicité et d'une journaliste de mode, Lee Marvin s'était engagé dans les *marines* après avoir été chassé de toutes les écoles ou ses parents l'avaient envoyé. Pendant la deuxième guerre mondiale il a participé dans le Pacifique aux batailles de Kwajalein, Eniwetok et Saipan, où il devait être blessé.

Après la guerre il avait été engagé pour un petit rôle dans *You're in the Navy now* et avait été remarqué par le metteur en scène Henry Hataway, faisant ainsi ses débuts à Hollywood.

Il avait défrayé la chronique en 1979 lors d'un retentissant procès que lui avait intenté sa concubine Michelle. Celle-ci, lui réclamait 1,8 million de dollars de pension alimentaire, bien que n'étant pas légalement mariée avec l'acteur, dont elle s'était séparée après six ans de vie commune. La justice californienne avait finalement accordé \$104 000 à l'ex-compagne de l'acteur.

6/49: le gros lot n'a pas été gagné

■ Les numéros gagnants tirés hier au Lotto 6/49 sont 1, 15, 16, 26, 29 et 37. Le numéro complémentaire est le 9.

Le gros lot de \$6,5 millions n'a pas été gagné.

Dans la catégorie 5/6 plus, il y a six gagnants qui empocheront \$165 179,50 chacun.

Le tirage fait 338 gagnants

de \$2242,20 dans la catégorie 5/6.

Dans la catégorie 4/6, on compte 19946 lots de \$75.

Enfin, 371 301 lots de \$10 seront remis à ceux qui ont choisi trois chiffres de la combinaison gagnante.

La semaine prochaine, le gros lot atteindra approximativement \$7,7 millions.

LA MÉTÉO

Québec

	Min.	Max.	Aujourd'hui
Abitibi	8	22	Averses
Outaouais	12	24	Ensoleillé
Laurentides	9	24	Ensoleillé
Cantons de l'Est	10	24	Ensoleillé
Mauricie	10	21	Nuageux
Québec	7	22	Ensoleillé
Lac-Saint-Jean	7	22	Ensoleillé
Rimouski	8	23	Ensoleillé
Gaspésie	8	23	Ensoleillé
Baie-Comeau	6	20	Ensoleillé
Sept-Îles	6	20	Ensoleillé

États-Unis

	Min.	Max.	N.-Orléans	Min.	Max.
Boston	14	17	N.-Orléans	23	34
Buffalo	13	18	Pittsburgh	16	24
Chicago	12	22	S. Francisco	13	23
Miami	6	33	Washington	23	27
New York	16	18	Dallas	18	25

les capitales

	Min.	Max.	Min.	Max.	
Amsterdam	16	22	Madrid	16	30
Athènes	22	33	Moscou	15	22
Acapulco	15	26	Mexico	13	26
Berlin	12	19	Oslo	6	20
Bruxelles	11	22	Paris	13	23
Buenos Aires	10	19	Rome	17	30
Copenhague	13	17	Séoul	24	25
Genève	11	21	Stockholm	11	18
Hong Kong	28	31	Tokyo	25	35
La Gai	22	33	Trinidad	24	30
Liège	20	33	Vienne	14	21
Londres	17	25			

Un quotidien relie un réseau de trafiquants aux Tamouls

AFP LONDRES

■ L'hebdomadaire britannique *Sunday Times* affirme dans son édition d'aujourd'hui avoir infiltré un réseau de trafic de drogue monté par un mouvement séparatiste tamoul qui aurait introduit d'importantes quantités d'héroïne en Europe et aux États-Unis au cours des deux dernières années, en utilisant la RFA et la Grande-Bretagne comme plaques tournantes.

Selon l'hebdomadaire britannique, ce trafic sert à financer les activités du mouvement des Tigres Libérateurs, de l'Eelam Tamoul, en lutte contre le régime

du Sri-Lanka, jusqu'à tout récemment.

Le *Sunday Times* indique que le mouvement tamoul utilise ses militants pour acheminer la drogue de Bombay (Inde) en Allemagne Fédérale — où réside une importante communauté tamoule — puis vers leur destination finale (principalement Grande-Bretagne, Suisse, Espagne, Italie, France et Canada) via l'aéroport de Londres-Heathrow.

Le *Sunday Times* affirme que l'un de ses reporters se faisant passer pour un grossiste a rencontré le dirigeant des Tigres en RFA, qui se nommerait Sooriyakumaran Selvadurai. Ce dernier

lui aurait proposé deux kilos d'héroïne livrables à Londres par un passeur de l'organisation.

Environ trois kilos d'héroïne transitent ainsi chaque quinzaine par Heathrow, poursuit l'hebdomadaire.

Au cours des 18 derniers mois, 10 Tamouls transportant de l'héroïne d'une valeur totale de quatre millions de livres (plus de six millions de dollars) ont été arrêtés à Heathrow, précise le *Sunday Times*. Mais selon un responsable des douanes cité par le journal, «avec plus de 1 000 vols par jour, nous avons de la chance si nous en détectons un sur 10».

À titre d'exemple, le *Sunday Times* indique qu'un kilo d'héroïne acheté 1 000 livres à Bombay

est revendu 185 000 livres en Suisse pour le compte du mouvement Tamoul.

Un porte-parole des Tigres Libérateurs de l'Eelam Tamoul a rejeté hier soir à Londres les allégations du *Sunday Times*. «Cet article est faux, a-t-il affirmé. Nos fonds viennent de nos militants... nous n'avons pas besoin de vendre de la drogue».

Par ailleurs, un porte-parole des douanes britanniques a confirmé que plusieurs passeurs sri-lankais avaient été arrêtés à l'aéroport de Londres-Heathrow au cours des deux dernières années. Il a toutefois ajouté qu'aucun lien n'avait été établi entre ce trafic et un quelconque mouvement armé.

La Quotidienne

Tirage d'hier

à trois chiffres 709

à quatre chiffres 6883



35-7-01

DIMANCHE 30 AOÛT 1987

Cinq hommes blessés dans une fusillade à Longueuil

SUZANNE COLPRON

■ Cinq jeunes hommes dans la vingtaine ont été blessés par balles, hier soir, à la suite d'une fusillade qui a éclaté entre bandes rivales dans un bar de la Rivière-Sud de Montréal.

Trois des victimes ont été atteintes à la tête et les deux autres au poumon, à la jambe et aux pieds. Elles ont été trans-

portées d'urgence aux hôpitaux Charles Le Moyne et Pierre-Boucher.

Selon le sergent Lionel Bourdon de la police de Longueuil, l'incident s'est produit dans l'entrée du bar L'Inter, au 75, rue Wilson, à l'angle du chemin Chamblay, à Longueuil.

À l'heure de fermeture de l'établissement, les deux bandes seraient sorties à l'extérieur pour régler leur compte, à la suite d'une dispute.

C'est alors que les quatre ou cinq suspects auraient dégainé et qu'ils auraient fait feu à plusieurs reprises en direction des individus de la bande rivale. Ces derniers n'étaient pas armés, a précisé le sergent Bourdon.

Tandis que les cinq victimes s'effondraient sous l'impact des balles, les suspects prenaient la fuite à pied laissant derrière eux de longues traînées de sang et faisant une victime innocente.

Un des blessés, qui soulageait sur un mur un besoin bien naturel, a été atteint d'une balle à la tête. Il repose à l'hôpital dans un état jugé satisfaisant.

La police de Longueuil refuse pour l'instant de divulguer l'identité des victimes de même que celles des suspects, bien connus des milieux policiers. Elle possède néanmoins une bonne description de ces derniers. «Les arrestations ne sauraient tarder», a déclaré le sergent Jean-Pierre Roy.

Une quinzaine de témoins de la scène ont été interrogés en après-midi par le sergent-détective Michel Sauriol, responsable de l'enquête avec son confrère Gilles Poirier de la police de Longueuil.

C'est la première fois qu'un tel incident survient au bar L'Inter, propriété de M. Henri Padulo. «Je n'étais pas là, a dit ce dernier. Je suis arrivé vers 3 h 30 et les policiers m'ont interdit l'accès à mon établissement.»

La voiture s'élève dans les airs, puis s'écrase au sol: tout est parfait

SUZANNE COLPRON

■ Ce qui devait arriver... arriva ce soir-là au sommet du mont Royal, en plein cœur de la ville.

Un gars un peu dingue empêche le volant de sa Buick olive et fonce droit devant lui. Il percute un amas de gravier disposé au milieu de la chaussée et s'élance dans les airs. Dix mètres plus loin, il atterrit sur le capot, dans un terrible fracas, en bordure de la route.

— Coupez! lance le premier assistant-réalisateur.

La foule, jusque-là silencieuse et tapie derrière le cordon de sécurité tendu par les techniciens de la production cinématographique, accourt.

— Clap, clap, clap!

Le héros sort de l'habitacle du véhicule, à moitié écrasé. Tout de cuir vêtu et casqué comme un motocycliste, il cherche du regard l'approbation du réalisateur. Sa main tremble un peu.

C'est parfait...

Tout s'est déroulé selon les plans. L'étroite rampe de métal d'une largeur de quelques centimètres a tenu le coup. Et pourtant, la manoeuvre était risquée. Il fallait suivre la trajectoire au millimètre près, monter sur la rampe dissimulée derrière la butte de roches et prendre son élan. Un fois dans les airs, il fallait virer et atterrir près de l'une des trois caméras postées dans les environs.

«Un autre jour, une autre pirouette», s'exclame le cascadeur, Dave Rigby.

Un mannequin

Cette scène du film canadien *Pin*, tourné ces jours-ci dans la métropole, survient au beau milieu du scénario. Dave incarne

le comédien qui joue le rôle du père du jeune héros, décidé à se débarrasser d'un mannequin anatomique de grandeur nature.

À l'avant du véhicule, qu'on a trafiqué pour les besoins de la scène, un pantin rembourré fait office d'épouse. La fenêtre du côté du passager a été enduite d'un produit pour la givrer. On a fixé un panneau de plexiglas derrière le pare-brise pour protéger le conducteur, au cas où le verre éclaterait durant la cascade. Mais heureusement, rien de tout cela ne s'est produit.

Heureusement, car on ne pouvait se permettre de recommencer. Une scène comme celle-là coûte cher. Si cher, que le producteur René Malo, appuyé sur ses béquilles, n'osait penser à ce qu'il adviendrait si elle ratait, quelques secondes seulement avant que ne tournent les caméras.

«Quelle idée! Une cascade ça réussit à tout coup», a-t-il dit.

Quand on a affaire à un «pro», qui a réalisé une centaine de cascades en moitié moins de films au cours des huit dernières années, on ne saurait si bien dire!

Et pourtant, M. Malo n'était pas le seul à nourrir une certaine inquiétude sur le plateau de tournage. À vrai dire, l'équipe au grand complet était si nerveuse que le moindre déplacement, la plus petite ombre qui se profilait devant les projecteurs, suscitait les hauts cris.

Un «thriller»

Cette séquence, qui durera moins d'une minute à l'écran, a demandé des heures de préparation. Il a fallu inonder le pavé, ajuster l'éclairage, qui a fait défaut en début de soirée, installer les caméras et tout le tralalala.



La Buick renversée s'écrase au sol avec fracas: la cascade est réussie. Tout le monde respire d'aise.

PHOTO BERNARD BRAULT, La Presse

En fait, la scène qu'on devait tourner à 21 h l'a été deux heures plus tard. Le cinéma, c'est comme ça. Ça ne commence jamais à l'heure, sauf dans les salles. Il fallait s'y attendre!

Il fallait aussi trouver le moyen de faire mourir les parents des principaux protagonistes du film: Léon et sa soeur Ursula. L'accident de voiture en était le prétexte.

«Deux choses m'ont particulièrement intéressé dans cette histoire, adaptée d'un roman de Andrew Neiderman», explique le réalisateur Sandor Stern,

dont c'est le premier long-métrage. «Tout d'abord, l'évolution différente de deux enfants élevés au sein d'une même famille. L'un s'enferme dans la folie et l'autre garde sa raison.

«Ensuite, poursuit Stern, il y a le phénomène de la négligence affective. Léon et Ursula sont dépourvus de toute affection familiale.»

Ce thriller, produit avec un budget de \$4 millions, traite de l'obsession que nourrit un jeune homme à l'égard d'un mannequin anatomique. Le titre du film, *Pin*, est aussi le nom du

mannequin, qui prend vie peu à peu.

«On ne sait jamais qui contrôle qui dans cette histoire, souligne Stern. Est-ce le gamin qui contrôle le mannequin en se l'appropriant? Ou est-ce les forces du mal qui lui font commettre des actes dont il ignore la portée?»

Un film de suspense, dont le scénario n'est pas sans rappeler *Psycho*, d'Alfred Hitchcock. Sa sortie en salle est prévue pour le mois d'avril. Dix-neuf pays ont déjà acheté les droits de distribution.

Le Cirque du Soleil est parti pour la gloire

■ Ce n'est pas encore une consécration internationale mais c'est certainement le début d'une nouvelle étape dans l'irrésistible ascension de la jeune troupe du Cirque du Soleil. Toute la troupe s'est envolée hier après-midi à 17h pour Los Angeles, aux frais de la compagnie *Canadien*, en vue du spectacle d'ouverture du festival de théâtre, le jeudi 3 septembre prochain.

C'est la troupe du Cirque du Soleil qui représente le Canada à ce festival où se produiront une trentaine de troupes de théâtre venues du monde entier.

Le Cirque du Soleil donnera 40 représentations à Los Angeles en septembre puis se rendra à San Diego en octobre et reviendra à Long Beach, en banlieue de Los Angeles, pour le mois de novembre. Pendant cette tournée de trois mois en Californie, le cirque québécois donnera plus de 100 représentations. C'est la première fois que la jeune troupe se produit aux États-Unis.

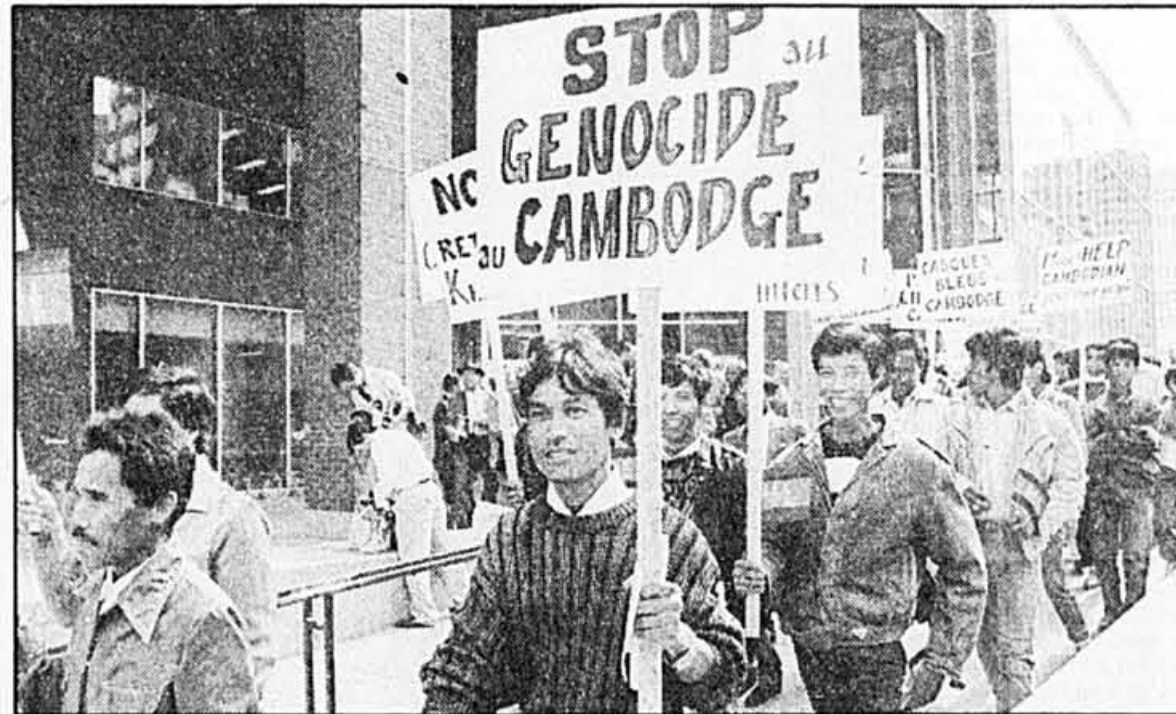
Le directeur du marketing du

cirque, Jean David, explique que cette ouverture vers les États-Unis est très importante pour ouvrir à la troupe un nouveau marché. Le marché canadien est limité et les mois d'hiver sont pour le cirque, qui a besoin de sa tente, des mois morts.

L'ouverture d'un marché dans le sud permet donc au Cirque du Soleil d'allonger sa saison et d'envisager de produire pendant toute l'année.

Ainsi, en janvier prochain, la troupe gagnera l'hémisphère sud pour faire une tournée de l'Australie qui s'étalera jusqu'en mai 88.

Le cirque rentrera au Canada en juin 88 pour se produire à Vancouver, en juillet à Calgary, en août à Toronto, en septembre à Boston, en octobre à Washington. La troupe ne sera de retour au Québec qu'au printemps de 1989. Pour cette année-là toutefois, des invitations de se produire en France et en Chine pourraient bien se concrétiser.



Quelque 200 manifestants cambodgiens ont fait hier une «marche de la paix» dans les rues de Montréal.

PHOTO LUC SIMON PERRAULT, La Presse

Marche de la paix en faveur du Cambodge... cambodgien

ROCH CÔTE

■ Les représentants de la communauté cambodgienne au Canada demandent au Sommet francophone de ne pas «demeurer indifférent devant l'holocauste cambodgien».

Il leur faut valoir que le Cambodge est le seul pays du Sud-Est asiatique à préserver la langue française mais qu'il est présentement asservi par son voisin, le Vietnam, qui y a entrepris une véritable vietnamisation de la population.

La communauté cambodgienne de Montréal avait organisé hier une marche de la paix qui a conduit quelque 200 manifestants devant les locaux du Secrétariat d'État, du consulat des USA et de celui de l'URSS.

Les manifestants se sont d'abord rassemblés devant le Complexe Guy-Favreau, boulevard Dorchester, pour entendre les messages de solidarité d'Amnistie Internationale, de la Ligue

des Droits et Libertés ainsi que du Parti libéral du Canada.

Au nom de la section française d'Amnistie Canada, M. Philippe Régallet a rappelé que son organisme avait établi un rapport sur la situation au Cambodge et fait une campagne spéciale d'information qui durera jusqu'en octobre prochain.

Le rapport de l'organisme sera remis aux chefs d'État du Sommet de la francophonie. Il y est fait état des emprisonnements, tortures et exécutions dont sont victimes les opposants au régime.

Le président de la Ligue des Droits et Libertés, M. Mackenzie, a dit se joindre à Amnistie Internationale pour que cesse la violation des droits de la personne au Cambodge.

L'occupation du pays par les Vietnamiens devra cesser, a dit M. Mackenzie; elle a forcé la fuite de nombreux Cambodgiens en dehors de leur pays, a-t-il ajouté, et 300 000 d'entre eux vivent actuellement dans des camps de réfugiés en Thaïlande. La Ligue s'est engagée à faire des pressions

auprès du gouvernement canadien et des grandes puissances.

Seul représentant politique à cette manifestation, M. Marcel Prud'homme, député de Saint-Denis et chef du caucus libéral à Ottawa, a dit quelques mots en cambodgien, à la grande satisfaction des manifestants, et a affirmé «qu'on n'a pas le droit d'être sélectif dans la défense des droits».

Les représentants de la communauté cambodgienne, qui compte entre cinq et six mille membres à Montréal, demandent que le Vietnam «cesse de perpétuer des actes de génocide et de cruauté contre la population cambodgienne».

Ils demandent à l'URSS de cesser d'encourager les «criminels nord-vietnamiens» et aux grandes puissances engagées dans la guerre — la Chine, l'URSS et les USA — de restaurer la paix et la stabilité dans le Sud-Est asiatique.

Le Vietnam a envahi le Cambodge le 7 janvier 1979 et l'occupation militairement depuis ce jour.

Forcené assiégé par la police

■ L'escouade tactique de la police de la Communauté urbaine de Montréal est intervenue, hier, pour déloger un homme de 27 ans qui se barricadait dans son appartement, rue Sherbrooke, à l'angle de la 52ième avenue.

L'homme tenait à la main un couteau de chasse et menaçait quiconque voulait le conduire à l'hôpital psychiatrique Louis-H. Lafontaine.

Les policiers ont fait appel à l'escouade tactique pour maîtriser l'individu armé, sachant qu'il était violent.

Au bout de deux heures, les policiers ont réussi à le mettre sur une civière et à le transporter à l'hôpital. Ils ont trouvé une barre de fer dans l'appartement que le jeune homme partageait avec son père. Ce dernier avait obtenu une ordonnance en Cour pour faire interner son fils.

Incendies mineurs

■ Un incendie qui a pris naissance vers 9h hier matin a forcé l'évacuation du centre commercial Centre Laval, à Laval.

Le feu a débuté à l'arrière d'une boutique dans l'aile est du centre commercial et la fumée s'est rapidement répandue à l'intérieur. Une soixantaine de pompiers ont réussi à maîtriser les flammes vers 10h 30. Personne n'a été blessé et on ignorait toujours l'étendue des dégâts en fin d'après-midi.

Par ailleurs, un incendie a ravagé tôt hier matin un immeuble en construction, situé au 12439, rue Lachapelle, dans l'ancien terrain du Parc Belmont.

Six unités de logements ont été dévastées par les flammes et des appartements voisins ont été légèrement endommagés par la fumée et l'eau.

Un navire cubain arraisonné

AFP
LA JAVANE

■ Le *Salvador Allende*, navire marchand cubain de 16 000 tonnes, a été arraisonné après sa sortie du port de Montréal, a annoncé hier soir l'agence cubaine *Prensa Latina*.

Ce bateau avait été mis sous sequestre le 10 août dernier par un tribunal québécois à la demande de la compagnie maritime canadienne Columbus Intec Entreprises qui réclame \$600 000 de dettes à la compagnie cubaine Mambisa.

Selon *Prensa Latina*, un deuxième jugement vendredi avait levé le sequestre.

L'arraisonnement a été opéré à la suite d'une nouvelle demande de la compagnie canadienne.

L'Institut Armand-Frappier lance un appel aux chasseurs

RAYMOND GERVAIS

■ Dans le cadre du Salon de chasse qui se tient au cours du week-end au vélodrome du Parc olympique, l'Institut Armand-Frappier a lancé un appel à tous les chasseurs de cervidés pour récupérer la peau du cerf de Virginie ou de l'original qu'ils abattent.

Cette récupération de la peau de l'animal doit servir à la recherche scientifique.

Ce programme de recherche, sous la direction de M. Yves Laberge, s'intitule Crésala-faune ou si vous préférez, Centre de recherche en science appliquée à l'alimentation-faune, de l'Institut Armand-Frappier. Ce projet vise à faire des expertises scientifiques sur la peau des cervidés abattus aux quatre coins de la province, afin de déterminer si

les animaux sont en bonne santé et si la consommation de la viande des cervidés est sécuritaire pour l'homme.

Ce programme de récupération des peaux revêt aussi un caractère économique puisque les peaux ainsi recueillies seront données aux Amérindiens qui pourront confectionner de magnifiques vêtements.

Les chasseurs intéressés par le programme «Sauvez votre peau» de l'Institut Armand-Frappier, pourront obtenir de plus amples informations lors de l'enregistrement de leur gibier auprès des différents postes de contrôle du ministère du Loisir de la Chasse et de la Pêche. Les agents du MLCP indiqueront alors aux nemrods ce qu'ils doivent faire pour conserver la peau de leur animal avant de la donner à l'Institut.

Bell Canada veut concurrencer le Minitel

AFP

■ La société Bell Canada a annoncé vendredi à Montréal le lancement d'un appareil baptisé «Alex» et destiné à concurrencer le Minitel qui s'apprête quant à lui à faire son apparition au Québec, à l'occasion du sommet des pays francophones.

Le terminal conçu par le géant canadien des télécommunications «sera aussi compact et résistant que le Minitel», a assuré M. André Chapleau, porte-parole de Bell Canada. Les appareils, qui seront loués et non distribués gratuitement comme le terminal français, seront d'abord proposés dans la région de Montréal, à partir de l'été 1988.

Aucun tarif n'a pu être encore établi pour la location d'Alex.

La toponymie à travers le monde: une Tour de Babel

FRANÇOISE CÔTÉ
collaboration spéciale

■ Maintenant que le monde est devenu un «village global», il risque de tourner en Tour de Babel.

Lors de la famine en Afrique, des secours britanniques n'ont jamais atteint leur destination à cause de cartes géographiques incomplètes et imprécises. En cas de désastres naturels, d'accidents d'avions, d'accidents de centrales nucléaires, il est important de posséder des cartes précises avec des noms géographiques que tout le monde peut reconnaître rapidement quel que soit sa langue, son système d'écriture.

L'un des grands exemples de normalisation de noms géographiques est celui de la Chine, qui, après plus de 30 ans de travaux, a présenté au monde le système d'écriture romanisée de langue chinoise, c'est-à-dire adapté à notre alphabet latin. C'est ainsi que depuis environ deux ans, dans les journaux du monde, on ne voit plus Pékin pour désigner la capitale de la République populaire de Chine, mais bien Beijing.

Ce sont des problèmes de cet ordre que plus de 150 délégués et observateurs d'une cinquantaine de pays discutent présentement à Montréal à la Cinquième Conférence des Nations-Unies sur la normalisation des noms géographiques. Deux autres nouveaux systèmes d'écriture de noms géographiques sont discutés à Montréal: il s'agit du système GOST de romanisation des noms géographiques écrit en alphabet cyrillique (russe) proposé par l'Union soviétique et le système de romanisation ELOT 743 pour les noms géographiques grecs.

Un vote doit se prendre demain sur le système GOST de l'Union soviétique, qui soulève des objections de la part des pays anglo-saxons. Les États-Unis et le Royaume-Uni estiment que l'existence de systèmes parallèles risque d'être une source d'erreurs puisqu'ils permettraient des références textuelles et cartographiques fort différentes pour un seul nom géographique.

Pour sa part, la France utilise le système GOST, tandis que l'Italie, qui le considère comme le meilleur système de transcription de la langue russe, a proposé certaines dispositions pour tenir compte des conventions de la langue anglaise pour l'informatique.

Cette Conférence des Nations-Unies sur la normalisation des noms géographiques est présidée par un Canadien, M. Jean-Paul Drolet, président du Comité canadien permanent des noms géographiques. M. Drolet participe à ces travaux des Nations-Unies depuis la première conférence tenue à Genève en 1967. Demain, jour de clôture des travaux qui ont débuté le 18 août à Montréal, 22 résolutions doivent être mises au vote.

Le président de la Commission québécoise de Toponymie, M. Henri Dorion, a brossé en quelques traits la problématique mondiale des noms géographiques. «Sur la surface du globe, dit-il, il y a présentement entre 40 à 50 millions de noms géographiques, dont une partie seulement figure sur les cartes. Il faut donc procéder à un inventaire international des noms géographiques. Par ailleurs comme il y a sur la planète plus de 3 000 langues différentes et plus de 200 pays dotés de leur souveraineté, il devient impérieux que chaque pays établisse une autorité toponymique qui décide de l'écriture toponymique chez lui et qui décide aussi de la forme que ces noms géographiques doivent avoir dans les autres pays, pour l'usage international, dans les atlas scolaires.

Comme il ne saurait être question d'imposer une écriture toponymique à un pays, c'est donc par consensus international que doit être déterminée la forme que les noms géographiques doivent prendre. «L'idéal est qu'une seule forme soit adoptée pour un nom géographique, dit M. Dorion, qui cite le cas de la capitale britannique, dont le nom est London pour les Anglais et pour les anglophones du reste du monde, tandis qu'il devient Londres pour les francophones et Londrès en langue espagnole. Bref, il existe peut-être à travers le monde une soixantaine de façons de désigner la ville de Londres ou de London.

Ces formes diverses sur le plan national vont bien, car le nom adopté est habituellement celui qui correspond à chaque langue, à chaque culture, mais à partir du moment où on passe au terrain international, qu'il s'agisse d'informatique, de télécommunication, d'horaires d'avions, d'information scientifique, on se retrouve en face de graves problèmes. La Conférence des Nations-Unies cherche à réduire ce grand nombre de formes de noms par un seul lieu.

M. Dorion explique que les Nations-Unies cherchent à amener chaque pays à officialiser les noms pour usage international. «On tente d'amener les différents pays à adopter le même système d'écriture que le nôtre, le système d'alphabet roman ou latin. La difficulté apparaît avec des systèmes d'alphabet différents, comme le cyrillique (russe) le grec ou encore la langue chinoise qui n'a pas d'alphabet mais des signes ou des caractères idéographiques, qui correspondent à des noms avec une certaine prononciation. Le problème devient alors de savoir comment transcrire cela en alphabet roman non pas à partir de lettres mais de sons. Les Chinois y sont parvenus et ont produit le système Pinyin qui est maintenant en vigueur à travers le monde.

Ces conférences des Nations-Unies, tenues tous les cinq ans dans le cadre des travaux de la Commission économique et sociale de l'ONU, sont essentiellement des conférences techniques auxquelles participent des linguistes, des géographes, des cartographes. Mais il n'est pas rare que des incidences politiques surgissent au cours des débats. C'est ainsi que Grecs et Turcs ne manquent jamais de soulever leur conflit au sujet de l'île de Chypre. A la conférence précédente ce sont l'URSS, la Pologne et l'Allemagne de l'Est qui se sont opposées à l'inclusion de Berlin-Ouest, dans la nomenclature des noms géographiques de l'Allemagne de l'Ouest.

Les experts engagés dans ces travaux espèrent qu'éventuellement la normalisation des noms géographiques du monde pourrait être couronnée par un système informatique mondial des noms géographiques de la planète. Actuellement, précise M. Dorion, entre 20 et 25 pays sont informatisés avec des systèmes plus ou moins sophistiqués. Le Canada a un système qui couvre l'ensemble du pays sauf le Québec, qui s'est doté de son propre système. Très estimé dans les milieux toponymiques, le Québec vient de terminer un répertoire de 105 000 noms de lieux entièrement compilés par ordinateur.

Ces conférences sur les noms géographiques travaillent en très étroite collaboration avec un groupe d'experts, composé de 40 à 45 personnes. Pour les fins de leurs travaux ils ont divisé le monde en 19 divisions régionales. A la conférence de Montréal il a été question d'assistance aux pays qui ne sont pas encore structurés, assistance fournie par les pays qui possèdent le plus d'expertise en toponymie.



PIERRE GRAVEL
envoyé spécial de La Presse
TORONTO

■ Il est plus facile à Toronto de trouver le quartier grec ou de dénicher la colonie portugaise, italienne ou ukrainienne que de délimiter une enclave francophone. Il y a, bien sûr, la vieille paroisse du Sacré-Coeur, qui fête cette année son centenaire, et sa cadette, Saint-Louis-de-France, qui desservent un important groupe de paroissiens, surtout des Franco-Ontariens d'origine, éparpillés dans les rues avoisinantes.

Ils ne représentent pourtant qu'une petite partie de ce bloc francophone torontois aussi difficile à définir qu'à évaluer en chiffres absolus. Selon les définitions retenues, les estimations peuvent varier de 50 000 à un quart de million d'individus.

Une étude qui leur est consacrée parle d'eux comme des «parlant français de Toronto». Une désignation commode, un commun dénominateur de tous les éléments de cette mosaïque.

Il y a ceux qui se définissent comme Franco-Ontariens d'origine ou d'adoption, comme Québécois francophones, Acadiens, Canadiens-français ou Français. En plus des autres néo-Canadiens de langue maternelle française, comme les Libanais, les Haïtiens, les Nord-Africains et les ressortissants de divers pays qui s'identifient largement à la culture française comme les Vietnamiens, certains Africains, etc. Les uns se déclarent simplement Torontois de langue française, d'autres des francophones vivant en Ontario alors que certains tiennent à être considérés comme des Franco-

Le nationalisme québécois a renversé l'attitude des anglophones ontariens

Les francophones de Toronto sont passés au rang de «dynamiques représentants d'un des deux peuples fondateurs du Canada»

Ontariens voire des Ontariens — par opposition aux Ontarians anglophones.

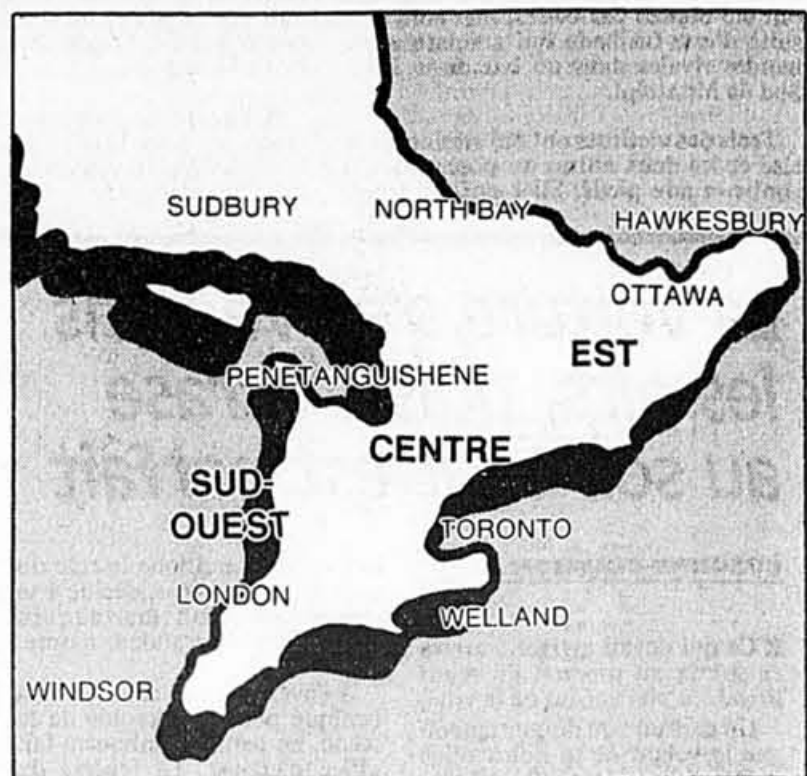
Au siège social du COFTM (Conseil des Organismes francophones du Toronto Métropolitain), rue Quenn's Quay, près du port, la réceptionniste peut fort bien être une Acadienne dont l'accent ne trompe pas, qui vous référera à une secrétaire haïtienne laquelle vous conduira à la directrice générale, Anne-Marie Couffin, une Française établie à Toronto depuis vingt ans qui se définit aujourd'hui comme... Franco-Ontarienne!

Par contre, dans un café Yorkville, vous croiserez peut-être Dick White qui vous expliquera dans le plus pur anglais qu'au temps de sa prime jeunesse, quand il parlait encore français à Moncton, il s'appelait... Richard Leblanc! Ou encore Jean-François Marchand, 18 ans, né à Montréal, dont le père, ingénieur, a été transféré à Toronto. «Ça a été une grande chance pour mon frère et moi; ça nous a permis de devenir parfaitement bilingues. Ici, on vit presque toujours en anglais. Y a juste avec ma mère, qui s'entête à lire La Presse à tous les jours et qui écoute sans arrêt Radio-Canada, qui parle encore un peu français...»

Bloor St. West, à la périphérie du campus de l'University of Toronto, David Welch est sociologue à l'Institut franco-ontarien, attaché au Centre de recherches en sciences de l'éducation de cette université. Né de père anglophone et de mère francophone, il s'exprime sans aucun accent dans un français impeccable. Et il emploie couramment l'expression «nous, les francophones...»

«Il est absolument impossible de tracer le portrait de la francophonie à Toronto à partir de l'origine des personnes. C'est plutôt une question de choix personnel des individus, une volonté de s'identifier, d'où qu'on vienne, au groupe des parlant français.

«Il y a 40 ou 50 ans, c'était plus simple. On trouvait ici des petits groupes compacts de Franco-Ontariens regroupés, par exemple,



autour de la paroisse du Sacré-Coeur où ils luttèrent pour avoir des écoles françaises, etc. Avec l'expansion économique de Toronto depuis ce temps et l'arrivée massive de francophones venant du Québec, de France ou d'ailleurs, le rapport de force entre anglophones et francophones s'est modifié mais aussi la dynamique du groupe des parlant français.

Pour Anne-Marie Couffin, les choses ont commencé à changer radicalement avec la recrudescence du mouvement nationaliste au Québec. «Pendant les deux ou trois premières années, on a observé une certaine méfiance, voire une sorte d'agressivité chez les anglophones d'ici. Mais ils ont fini par comprendre que s'ils voulaient sauver le Canada, ils avaient intérêt à ménager les francophones d'ici. Et on a assisté à un renversement complet d'attitude.

«Au début, si on avait le malheur de rédiger un chèque en français, on nous le refusait. Aujourd'hui, la caissière dira probablement, en anglais, bien sûr: je regrette de ne pas parler votre langue mais attendez, une collègue va s'en occuper...»

Selon la directrice du COFTM, de minoritaires persécutés et complexes qu'ils étaient, les francophones de Toronto sont passés au rang de représentants dynamiques d'un des deux peuples fondateurs du Canada. «Même les autres minorités reconnaissent notre statut particulier et appuient plusieurs de nos démarches. En se disant peut-être qu'elles pourront peut-être profiter un peu des gains que nous réalisons...»

Ces démarches sont essentiellement de deux ordres: politiques et culturelles. Pour Pierre Fortier, professeur de français langue seconde au collège universitaire Glendon, la bataille politique est une lutte de tous les instants, une bataille continue pour faire progresser non seulement le principe du bilinguisme officiel mais aussi sa réalité dans les faits. «C'est une lutte qu'on a apprise à mener efficacement. Et à ce propos, l'ex-directeur du collège, le professeur Philippe Garigue — qui a été longtemps doyen de la faculté des Sciences sociales à l'Université de Montréal — nous a été d'un précieux secours. Il a largement contribué à l'organisation d'un puissant lobby qui, sans provoquer de coups d'éclats ni de grandes manifestations de rues, intervient systématiquement et avec beaucoup de succès auprès des pouvoirs décisionnels.

C'est d'ailleurs, semble-t-il, dans la foulée de Philippe Garigue que l'ACFO (l'Association canadienne-française de l'Ontario), l'aile militante politique des mouvements francophones de Toronto peut à présent compter sur les services d'une lobbyiste professionnelle en poste au siège du gouvernement à Queen's

Park. «Par elle, on peut savoir ce qui s'en vient, prévenir les coups, savoir à quelle porte frapper pour demander ce qu'on veut et expliquer le bien-fondé de nos revendications.»

Sur le plan culturel, il ne s'agit pas à proprement parler de revendications mais d'organisation d'une vie française à Toronto le plus complète possible. On y trouve déjà un hebdomadaire de très bonne qualité, L'Express de Toronto, qui tire à 40 000 exemplaires, un bon choix d'émissions de radio et de télévision, une troupe de théâtre professionnelle, Le théâtre français, plusieurs librairies et tabagies vendant livres et journaux en français, des films, restaurants, spectacles qui permettent à la communauté francophone de se manifester et de se regrouper.

«On peut vivre en français à Toronto... si on y tient et qu'on est patient. Si on accepte les detours qui s'imposent pour trouver la banque, l'épicerie ou le garage ou on pourra se faire servir en français», observe Miville Boudreault, un journaliste originaire du Lac-Saint-Jean en poste à L'Express depuis quelques mois. «Mais ce qui m'a le plus frappé ici, c'est l'absence de rednecks méprisants qui répondraient speak white si je m'adressais à eux dans ma langue. Je dirais même que c'est très bien vu ici de pouvoir dire qu'on parle aussi français. Mais c'est peut-être aussi une illusion dangereuse; celle de se dire que tout est gagné. Ça peut avoir un effet démobilisateur sur ceux qui devraient au moins se prévaloir des services que d'autres ont gagné pour eux au prix souvent de durs combats.»

Pour Louis Lizotte, un conseiller financier, président actuel du COFTM, les parlant français peuvent envisager l'avenir avec confiance à Toronto. «Mais à condition de rester vigilant et de pouvoir compter sur l'appui des Québécois qui arrivent et qui ont souvent tendance, parce qu'ils ne se sentent que de passage, à profiter de l'occasion pour devenir bilingues sinon s'angliciser. Et sur le support de tous les autres francophones d'ailleurs qui conservent ici une mentalité d'immigrants et craignent surtout de choquer ce pays qui les accueillit si généreusement...»

DEMAIN:
Le Nouveau-Brunswick

Erratum

À la dernière ligne du tableau consacré au recensement de 1986 publié hier, on aurait dû lire que le nombre total de Canadiens de langue maternelle française a augmenté de 2,5 p. cent et non de 25 p. cent.



Quelques membres de l'Association canadienne-française de l'Ontario. Nicole Denis, à l'avant à gauche, vit à Windsor depuis deux ans sans encore être devenue bilingue. Ses enfants, eux, n'auront pas le même problème. Derrière elle, Jérémie Beaulne est plus inquiet du libre-échange que de l'avenir de la langue française à Windsor.

PHOTO LA PRESSE

loto-québec Résultats

Tirage du 07-08-29

6/49 Vous pouvez miser jusqu'à 20 h le mercredi et le samedi!

GAGNANTS	LOTS
6/6	0 6 507 188,30\$
5/6 +	6 165 179,50\$
5/6	338 2 242,20\$
4/6	19 946 73,00\$
3/6	371 301 10,00\$

Ventes totales: 21 206 388,00\$

PROCHAIN GROS LOT (APPROXIMATIF): 7 700 000,00\$

Tirage du 07-06-29

SELECT 22 Vous pouvez miser jusqu'à 20 h le samedi!

GAGNANTS	LOTS
6/6	1 851 306,00\$
5/6 +	10 6 681,40\$
5/6	141 315,90\$
4/6	4 409 45,40\$
3/6	59 695 5,00\$

MISE-TÔT: 6 15 32 42

No complémentaire: 2

GAGNANTS LOT
215 232,50\$

PROCHAIN GROS LOT (APPROXIMATIF): 500 000,00\$

Ventes totales: 2 272 616,00\$

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

SUIVE DE LA UNE VOISINS

Survivre d'abord, en français si possible

L'Ontario comptait un peu plus de 35 000 citoyens (2,8 p. cent de la population totale) se disant de langue maternelle française. Seulement 14 700 (1,2 p. cent) reconnaissaient cependant le français comme leur langue d'usage à la maison. Rien ne permet de croire que les résultats du recensement de 1986 seront plus encourageants pour les francophones de cette région qui ne compte aucun équipement culturel francophone important pour résister au pouvoir d'attraction de Détroit, la mégapole américaine dont elle n'est séparée que par une étroite rivière.

Pour Noel Wright, un journaliste anglophone qui a quitté le Montreal Star en 1979 pour travailler à Windsor, «il n'y a plus que deux sortes de francophones dans la région: les assimilés et les ruraux. Pointe-aux-Roches, par

exemple, un petit village de 500 habitants, est francophone à cent p. cent. Mais dès que les gens sortent de leur petit milieu homogène, ils subissent une telle pression du milieu ambiant qu'ils finissent par s'assimiler».

Sans souscrire à ce constat pessimiste, Bernadette Grenier reconnaît qu'il n'est pas facile de mobiliser les francophones de Windsor pour la défense de leurs droits. «Mais on résiste. On sent qu'on a atteint le creux de la vague. Les plus vieux ont généralement conservé leur français; ce sont leurs enfants qui sont aujourd'hui dans la quarantaine qui se sont le plus assimilés et ont laissé leurs enfants s'angliciser. Mais on sent un certain réveil chez ces derniers. Grâce peut-être à la loi fédérale sur les langues officielles et aux gains marquants du bilinguisme au niveau du gouvernement provincial, ils retrouvent une certaine fierté une fois qu'ils arrivent sur le marché du travail.»

Une enquête menée cet été auprès des jeunes de 13 à 20 ans des comtés de Windsor, Essex et Kent, financée par le secrétariat

d'Etat et dirigée par Gordon Boudreau, permettra peut-être de vérifier cette hypothèse. Trois adolescents sur quatre y affirment que «de nos jours, les jeunes francophones n'ont pas assez de respect pour leur langue et leur culture». A peu près le même nombre de répondants ne sont pas d'accord pour dire que «la plupart des francophones qui veulent arriver dans la vie doivent accepter de sacrifier leur langue maternelle». Un peu plus de six sur dix estiment que «une des choses les plus importantes à enseigner aux élèves francophones, c'est la fierté de leurs origines françaises».

Leurs aînés semblent cependant beaucoup plus préoccupés par la réalité économique à laquelle ils sont confrontés. Les francophones tels qu'ils sont, une étude menée en 1986 par l'ACFO dans l'ensemble de l'Ontario, indique que «les hommes francophones de l'Ontario sont majoritairement concentrés dans des occupations de type col bleu. Ils sont ouvriers d'usine, travailleurs du bâtiment, mineurs ou bûcherons. Seule la région de l'est (Ot-

tawa) et dans une moindre mesure, le Centre (Toronto) regroupe un pourcentage appréciable de cols blancs. Ailleurs, la proportion de travailleurs manuels atteint jusqu'à 90 p. cent.»

Pas étonnant que, dans ce contexte, la préoccupation majeure des francophones de Windsor ne soit pas la question linguistique. «Pour nous, l'important c'est l'industrie de l'automobile, explique Jérémie Beaulne, un retraité qui fréquente quotidiennement le club de l'Age d'Or de la seule paroisse francophone de Windsor. Alors vous comprendrez qu'on soit bien plus inquiets des accords de libre-échange avec les États-Unis et de la fin du Pacte de l'auto qui nous assure nos emplois que de l'avenir du français. Notre langue, on l'a toujours sauvée, même dans les pires conditions. Alors on s'arrangera bien avec ça. Mais ce n'est pas le temps de parler de fierté culturelle à des hommes qui seront peut-être bientôt chômeurs ou assistés sociaux. Quant on sera morts de faim, la langue qu'on ne parlera plus n'aura pas d'importance...»

Affichage bilingue: des présidents d'associations libérales de l'ouest de Montréal comptent faire pression sur Lise Bacon

DNIS LESSARD
du bureau de La Presse
QUÉBEC

Inquiet des hésitations du gouvernement Bourassa à remplir sa promesse quant à l'affichage bilingue, un groupe de présidents d'associations libérales du West-Island est déterminé à faire pression auprès du ministre responsable du dossier, Mme Lise Bacon.

C'est ce qu'a indiqué à La Presse le président de l'Association libérale de Nelligan, M. Fred Kelly. «On veut exercer une pres-

sion sur Mme Bacon», a-t-il lancé, se disant «encouragé» par les propos, tenus la semaine dernière, par le député anglophone de Jacques-Cartier, Mme Joan Dougherty.

«Les anglophones de Montréal sont tannés, Mme Dougherty exprimait le point de vue de beaucoup d'entre eux», a-t-il dit.

Informée de nouveaux délais à la révision de la Loi 101, Mme Dougherty avait, dans une entrevue à La Presse, jeté un pavé dans la mare du PLQ, et accusé son gouvernement de «manquer de courage» qui avait promis de permettre l'affichage bilingue.

La confiance de l'électorat anglophone vis-à-vis du gouvernement Bourassa diminue à mesure qu'il fait preuve d'indécision dans ce dossier délicat, avait-elle dit, brisant la règle du silence que s'était imposé le caucus sur la question linguistique.

«Cela peut s'avérer difficile pour la carrière de Mme Dougherty, elle devra payer le prix (de sa prise de position)», a déploré M. Kelly.

Les présidents des associations libérales du West Island veulent rencontrer Mme Bacon pour lui rappeler la promesse du programme du PLQ. Une première rencontre a été annulée la semaine dernière entre elle et les représentants des circonscriptions de Notre-Dame-de-Grâce, Jacques Cartier, Mont-Royal, D'Arcy-McGee et Nelligan, mais elle devrait avoir lieu dans les prochains jours, a dit M. Kelly. «Dans certains comtés, les gens ont refusé de renouveler leur carte de membre pour cette question», a-t-il souligné.

Une rencontre avec Mme Bacon n'est pas un affrontement, explique le président de l'association de D'Arcy-McGee, M. Herbert Cohen. «C'est juste pour lui rappeler que pour les citoyens de nos comtés cette question (l'affichage) reste encore à régler» a-t-il dit. M. Cohen fait confiance «au chef, M. Bourassa pour décider des échéanciers» quant à cette promesse.



Mme Joan Dougherty

Dans le comté de Jacques-Cartier, le président de l'association, M. Pierre Gosselin est même allé plus loin que son député.

«Il faut avoir le courage politique d'une décision, après on vivra avec», a-t-il dit. Le gouvernement craint la réaction de la population francophone s'il touche à l'affichage, mais avec ses tergiversations «cela devient de plus en plus frustrant». «Quand M. Bourassa fera-t-il quelque chose sur la langue? C'est ce qu'on entend chez la population», rappelle M. Gosselin.

Mais la sortie imprévue de Mme Dougherty n'a pas soulevé

que des appuis. «Il ne faut pas y aller émotivement dans ce dossier. Il faut qu'elle fasse attention. Ce sont des déclarations prématurées», a lancé le député libéral de Vanier, M. Jean-Guy Lemieux. «Je ne suis pas d'accord avec elle. M. Bourassa rappelle toujours que c'est un problème (la question linguistique) avec lequel il faut être prudent», a renchéri M. Roger Lefebvre, député de Frontenac.

«Dans l'ouest de Montréal, c'est évident que certains sont impatients quant à l'affichage, mais l'ensemble des militants endosse solidement la politique du gouvernement», estime M. John Parsella, directeur du PLO à Montréal.

«Mme Dougherty fait partie de la vieille garde, nous ne sommes pas un groupe homogène, la nouvelle génération d'anglophones est heureuse de la paix sociale actuelle», a ajouté un autre président d'association du West-Island.

«Je n'entend pas de complainte (sic) sur la langue d'affichage», a



Mme Lise Bacon

affirme M. Louis Bellefeuille, président de l'association de Robert-Baldwin.

«Les gens dans le comté trouvent que le gouvernement est bien tolérant. Il accepte les ille-gaux (qui affichent en anglais), il ne fait pas de scène avec cela», rappelle M. Bellefeuille.

FUTON SOFA LITS HOUSSE GRATUITE

BASE L \$308 \$194

FUTONS À PARTIR DE **76\$**

BASES À PARTIR DE **78\$**

LOFA SOFA INC.
4251, Richelieu
St-Henri (Montréal)
(514) 935-5967

LE LOFA SOFA

AGGL
MICRO-ORDINATEURS ACGL INC.

SUPER SOLDE DE LA RENTRÉE

EPSON EQUITY II
Systèmes d'ordinateur avec imprimante EPSON

FX 86e ou FX286e à partir de **\$1995***

Le système No 1 inclut

- 640K RAM
- 5 fentes d'expansion
- Graphiques couleur compatibles Hercules
- MS-DOS 3.1
- Moniteur monochrome T.T.L.
- Un an de garantie
- Un disque souple 360K
- Portes pour traitement en série et en parallèle
- Clavier AT
- G.W. BASIC
- Câble pour imprimante
- Horloge / calendrier

\$1995* avec imprimante EPSON FX 86e

\$2395* avec imprimante EPSON FX286e

Le système No 2 inclut

- 640K RAM
- Disque dur 40 MB
- Portes pour traitement en série et en parallèle
- Clavier AT
- G.W. BASIC
- Câble pour imprimante
- Horloge / calendrier
- Un disque souple 360K
- 5 fentes d'expansion
- Graphiques couleur compatibles Hercules
- MS-DOS 3.1
- Moniteur monochrome T.T.L.
- 1 an de garantie

\$2995* avec imprimante EPSON FX286e

\$2695* avec imprimante EPSON FX86e

IBM est une marque déposée d'International Business Machines. Epson est une marque déposée de la Corporation Seiko Epson.

878-3144
400 ouest, Dorchester Montréal
667-4971
291 est, boul. de la Concorde Laval
255-3799
5512 est, Jean-Talon Saint-Léonard

Centre de croissance **ÉCOUTE TON CORPS**

VOTRE SEXUALITÉ

Par LISE BOURBEAU, psychothérapeute et Fondatrice des Centres ÉCOUTE TON CORPS.

Votre vie sexuelle est-elle satisfaisante? Si vous répondez «non», il est grand temps de changer votre façon de penser à ce sujet.

Entretenez-vous encore les mêmes préjugés que vos parents sur le sexe? Vous allez dire: «Mais non, je ne suis pas comme mes parents, je suis plus évolué(e) sexuellement.»

Faites bien attention, ne répondez pas trop vite!

En quelle sorte de Dieu vos parents croyaient-ils quand vous étiez très jeune? Était-ce un Dieu qui punissait ceux qui avaient des relations sexuelles avant le mariage? Était-ce mal de devenir enceinte avant le mariage, de se masturber, de se toucher les parties génitales? Utilisaient-ils les vrais mots pour désigner les parties génitales comme pénis ou verge, vagin, anus, testicules, etc...? Ou disait-on plutôt: «les parties d'en bas»?

Vous voyez combien était «tabou» tout ce qui concernait la sexualité! Il est grand temps de changer vos pensées à ce sujet car vous vous punissez vous-même en conservant les pensées de vos parents.

Si à partir d'aujourd'hui vous acceptez l'idée que Dieu a créé les parties génitales en même temps que le reste du corps et qu'elle sont des parties du corps aussi belles et importantes que n'importe quelle autre, graduellement vos pensées changeront et votre vie sexuelle deviendra des plus satisfaisantes.

Nos organes génitaux ont été créés par Dieu comme la partie du corps qui donne le plus de plaisir. Se refuser ce plaisir c'est vouloir se punir et souffrir. Comment Dieu peut-il nous punir si nous sommes sa création? Dieu nous a créés à son image c'est-à-dire parfaits, heureux, en harmonie et en amour. La souffrance vient seulement de la pensée humaine. Il n'en tient qu'à vous de changer votre vie sexuelle non en changeant de corps ou de partenaire, mais tout simplement en changeant vos pensées.

Le CENTRE ÉCOUTE TON CORPS offre une conférence-information gratuite donnée le jeudi 3 septembre à 19 h 30, le jeudi 10 septembre à 10 h du matin et le vendredi 11 septembre à 19 h 30.

Pour assister à une soirée-conférence gratuite, vous devez appeler pour réserver. Places limitées.

Montréal 382-7361 - Régions extérieures (sans frais) 1-800-361-3834

Informer

La semaine de la francophonie

CLAUDE GRAVEL
Directeur de l'information

Le Sommet des pays francophones qui s'ouvre cette semaine à Québec, comporte, pour le grand public, quelque chose d'irréel. Les mesures de sécurité exceptionnelles prises à cette occasion et le huis clos qui entoure les discussions des chefs d'Etat risqueraient de transformer cet événement majeur en conférence fermée sans la présence de quelque 750 journalistes venus du monde entier.

«Sécurité oblige», disait la semaine dernière le chef du bureau de La Presse à Québec, Gilbert Brunet, qui dirigera l'équipe qui couvrira le Sommet. «La population n'est pas vraiment associée au Sommet. Elle verra les cérémonies — l'accueil en plein air, l'ouverture et la clôture — à la télé.»

Le scénario est classique. Il est presque devenu banal pour les journalistes habitués aux conférences internationales. Nous pourrions ajouter que les lecteurs de journaux en sauront probablement plus sur le Sommet que la plupart des membres des diverses délégations, tant le travail de chacun est parcellaire et donne à chacun une bien mauvaise vision de l'ensemble.

À La Presse, nous nous préparons depuis des semaines à assurer une couverture la plus complète possible de cette rencontre internationale. En particulier, deux membres de la direction de l'information, Louis Falardeau et Pierre-Paul Gagné, ont été étroitement associés à la préparation du plan de couverture. Nous commençons à en récolter les fruits.

Comme nos lecteurs ont pu le constater hier, toute notre section Plus était consacrée à la francophonie. Plutôt que de disperser les articles, nous avons choisi de les regrouper dans un seul cahier. Nous pensions ainsi pouvoir donner une image plus complète et plus cohérente des divers aspects de cette question.

Nous avons aussi décidé de profiter de ce moment psychologique pour entretenir nos lecteurs, qu'ils soient canadiens ou étrangers, de francophonie canadienne.

C'est ainsi que Pierre Gravel a été dépêché dans quatre provinces du Canada — l'Ontario, le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse et l'Île du Prince-Édouard — où se trouvent d'assez fortes concentrations de francophones. Comment se portent-ils? Dans une série d'articles qui se poursuivra jusqu'à mercredi, il nous fera découvrir divers aspects de cette francophonie.

Pierre Gravel a partagé la vie de nos compatriotes durant quelques jours. Partout, il a été très bien reçu par des gens qui se disaient étonnés de recevoir la visite d'un journaliste de Montréal qui n'était attiré par aucune «crise» en particulier.

À Québec même, cinq journalistes et un photographe assureront la couverture du Sommet. À Armand Troitier, notre photographe, nous n'avons pas demandé d'entrer en concurrence avec les agences de presse. Sa mission est d'abord d'accompagner nos journalistes durant leurs entrevues et de prendre des photos personnelles. Pour les traditionnelles poignées de main, nous comptons sur les agences.

André Pepin et Denis Lessard, du bureau de Québec, et Gilles Paquin, du bureau d'Ottawa, qui a change de capitale pour la circonstance, rendront compte quotidiennement des activités, des discussions et des décisions du Sommet. Gilles Toupin, chef de notre service des nouvelles internationales, sera alors à Québec pour s'entretenir avec des responsables des délégations étrangères.

Gilbert Brunet assurera la direction de l'équipe, en plus de couvrir lui-même certains événements. De Montréal, Louis Falardeau assurera la coordination de l'ensemble de la couverture.

Chaque jour, Gilbert Brunet signera à la une un résumé et une analyse des principaux événements du Sommet. Nous avons jonglé longtemps avec des idées de titre. Nous avons choisi, simplement, d'appeler cette chronique «La francophonie en visite», en espérant que nos visiteurs auront compris qu'au Canada français le mot visite englobe aussi les mots chaleur et amitié.

L'informateur Lundi dès 11h45 au 790-0224

En grande exclusivité à l'informateur, le P.M. de la République française, M. Jacques Chirac, et le P.M.Q. M. Robert Bourassa répondent à vos questions

CKAC 97.3 LA SUPERSTATION

LA LANGUE BIEN PENDUE
PAR LA SOCIÉTÉ DES TRADUCTEURS DU QUÉBEC

La Presse du dimanche offre avec plaisir à ses lecteurs, la langue bien pendue, chronique conçue et réalisée par la Société des traducteurs du Québec, afin d'aider les citoyens en toute simplicité à s'exprimer et à écrire plus facilement. Chaque semaine est identifiée la source de la chronique publiée.

Éligible est inadmissible

Le terme anglais «éligible» ne se traduit que très rarement par le terme français éligible. En effet, le mot éligible n'a qu'un sens en français: qui remplit les conditions requises (juridiquement) pour être élu. Et pour qu'une personne puisse être élue, il faut d'abord qu'il y ait élection. Par exemple, un homme peut être qualifié pour remplir les fonctions de député, c'est-à-dire posséder toute la compétence nécessaire, mais ne pas être éligible (ne pas pouvoir se porter candidat à l'élection) parce qu'il n'est pas citoyen canadien. Pour désigner le fait de répondre à des exigences qui donnent droit à certains privilèges: pouvoir souscrire une assurance, postuler un emploi, se présenter à un examen ou à un concours, obtenir des prestations, etc., c'est le terme **admissible** qu'il convient d'employer.

Exemples:
Employés **admissibles** à la caisse de retraite.
Ouvrier **non admissible** à l'assurance collective.
Postulant **admissible** à l'emploi qu'il demande.

C'est sous l'influence de l'anglais éligible, qui a une plus grande extension qu'en français, que le terme éligible est employé incorrectement dans ces cas.

SOURCE: Les mots dits grands maux. Société d'énergie de la Baie James, Montréal.

Les cheminots sont retournés graduellement au boulot

Presse canadienne

Après avoir bruyamment protesté vendredi contre l'adoption d'une loi spéciale les forçant à reprendre le travail, les travailleurs des chemins de fer sont retournés graduellement à leur poste samedi, alors que les trains recommencent à rouler dans tout le pays.

Le retour au travail s'est effectué rapidement, alors que les effec-

pages ont commencé à se présenter pour leur quart de travail, 12 heures après que la loi spéciale du gouvernement Mulroney eut reçu la sanction royale.

Quelques heures seulement avant la promulgation de la loi d'urgence rendant illégale leur grève amorcée cinq jours plus tôt, 500 syndiqués en colère avaient enfoncé des barrages de police dressés sur la Colline parlementaire, pour être empêchés par les policiers de faire irruption dans l'immeuble central.

«Jusqu'à présent, tout ce que j'entends en provenances des diverses régions est que nos travailleurs rentrent au boulot», a déclaré M. Armand Passaretti, négociateur principal de l'Association des syndicats des chemins de fer, qui représente les intérêts de 48 000 syndiqués.

Mecontentement

Mais, a-t-il ajouté, la manifestation tenue vendredi au Parlement démontre clairement le mecontentement des cheminots.

«Nous ne sommes pas heureux de cela, a-t-il lancé. Nous sommes très ébranlés, il n'y a aucun doute là-dessus».

De leur côté, les porte-parole du Canadien National et de CP Rail ont déclaré qu'il s'écoulerait probablement un ou deux jours avant que le service de fret ne redevienne normal.

Le service voyageur de Via Rail reprendra lundi. Via a rappelé 4 000 employés qu'elle avait mis à pied. Certains d'entre eux de-

vaient rouvrir les billetteries et les centres de réservations par téléphone et annonçaient son intention d'avoir rétabli la majorité des liaisons lundi.

Trains de banlieue

À Montréal, le service régulier des trains de banlieue a été rétabli entre le centre-ville et les municipalités de l'île, alors que le premier train a quitté Dorion à 9h05 samedi.

Le porte-parole Fred Draper de CP Rail a déclaré: «En autant que le transport des marchandises est concerné, les travailleurs se sont présentés et les trains sont présentement en cours de formation dans les diverses gares de triage. Les opérations reprennent lentement et il faudra probablement attendre un jour ou deux avant que tout soit redevenu normal».

Porte-parole montréalaise du Canadien National, Mme Louise Fillion a expliqué pour sa part que tous les employés qui étaient censés travailler sur un quart s'étaient présentés au travail à 5h30 samedi matin.

Le premier train qui a emprunté le réseau a été un train-pilote chargé d'inspecter les voies et les systèmes de signalisation, a-t-elle ajouté.

Les travailleurs avaient débrayé à minuit le 23 août à l'appui de leurs revendications, dont la plus cruciale touche la sécurité d'emploi.



Armand Passaretti

PROPOSITIONS D'AFFAIRES

705 HYPOTHEQUES AAA 1ère, 2e, balance vente rapide, notaire Laberge 729-4324. ACCEPTATION en 7 jours, 1ère et 2e hypothèques, Caisse Pop. St-Benoit, 339-2616. 1ÈRE, 2e hypothèques, rapide, 2 jours, Financier Ltée, 845-2377. 1ÈRE ET 2e HYPOTHEQUE 85% de l'évaluation de la propriété résidentiel et commercial CREDIT VIA, 253-3234	710 OCCASIONS D'AFFAIRES ACHETONS brevets, inventions, commerces et autres. Vente, marketing, finance. 527-8583. DU PROPRIETAIRE boutique, accessoires de tables, cuisine et cuisine, dans Centre-ville, aucun lien sur inventaire et équipements. Affaire 125 000\$ en marge de profit 100%. Pas d'argent, échange sur immeuble considéré. 842-5194 entre 11h et 6h. INVESTISSEZ en République Dominicaine, projet de copro-propriété, excellent rendement. 466-7062. RECHERCHE partenaire et association pour franchise d'automobiles importées, à St-Léonard. Capital minimal: 438-4559.	712 ASSOCIES DEMANDES ENTREPRENEUR en plomberie-chauffage cherche associé avec capital de service et clientèle pour acquisition ou fusion. Ecrire M. Hertzog, 2000 Mansfield, ch. 800, Mt. Royal, 725. PARTENAIRE actif ou silencieux pour restaurant & bar. Investissement minimum \$25,000. Appelez Pierre 445-2481
710 OCCASIONS D'AFFAIRES A VENDRE: Usine de meubles rembourrés. Meubles de confort. Ecrire à Allied Furniture, CP 1737, Port Laurore, 3302 USA. 253-7142/24 soir	712 ASSOCIES DEMANDES COMPAGNIE de machinerie lourde cherche 2 associés. Avec 100 000\$ de 200 000\$ actifs ou plus. Ecrire à Madeline Marquis, CP 63, Station 5, Ville Estima.	715 SERVICES FINANCIERS ARGENT à prêter à court terme, cheques post-dates. LPD 961-8231 CONSOLIDATION DE DETTES PRETS, LABBE ASS. - 931-8839 FONDS pour commerce, industrie, affaires, appartements, etc. DENCOL MTO - 342-1356
714 FRANCHISES SALON de bronzage, disponible à Terrebonne, lake géniale, 386-5998.	718 ARGENT DEMANDE BESOIN argent 1ère 2e hyp. sur propriétés nature 729-4324 BESOIN 50,000\$, 2e hypothèque, excellentes garanties. Appelez Pierre Sautier 521-6422	718 ARGENT DEMANDE Les gens d'affaires avisés font confiance à la rubrique des PROPOSITIONS D'AFFAIRES de LA PRESSE pour obtenir les MEILLEURS RESULTATS 285-7111 INTERURBAIN SANS FRAIS 1-800-361-5013 ANNONCES ENCADREES 285-7000
714 FRANCHISES *** ARGENT-PROFITS ARGENT-PROFITS *** Travaillez à partir de chez vous. Pas d'inventaire. Pas de restriction du marché. Devenez manufacturier et promoteur de plus de 1,500 produits. Profits bruts de 75% à 500%. Investissement requis: \$15,000. Téléphonnez à: NORMTEC Georges Lachance (514) 849-3778		

PORTES & FENÊTRES VERDUN LTÉE

MONTREAL: 2260, rue St-Clément 255-6868
 LAVAL: 4525, boul. Samson 681-1547
 ST-BASILE: 139, boul. Laurier 653-2265
 VERDUN: 925, rue Hickson 769-1725
 VERDUN: 4281, rue Verdun 761-7895

STANLEY LES PORTES DE GARAGE

Avantage II

PORTE DE GARAGE SECTIONNELLE EN ACIER ISOLÉE

Coupe-froid 8x7 9x7 10x7
 Quincaillerie incluse \$399 \$439 \$469

Les Portes Patio 2PLUS2

Tout simplement la meilleure PORTE PATIO disponible

Conçue pour vous offrir de nombreux avantages de fonctionnement, sécurité, économie et beauté. Les systèmes d'acier 2 plus 2 ont une durée de vie de 20 ans. Garantie de 20 ANS.

STANLEY PORTE EN ACIER ISOLÉE

Prémontée dans un cadre en pin

Coupe-froid magnétique Grandeurs 34" et 36"
 Cadre de 1 1/2" \$269
 Cadre de 1 3/4" \$279

STANLEY PORTE EN ACIER ISOLÉE

Prémontée dans un cadre en pin de 1 1/2"

Coupe-froid magnétique Grandeurs 34" et 36"
 Cadre de 1 1/2" \$469
 Cadre de 1 3/4" \$479

STANLEY PORTE EN ACIER ISOLÉE

Prémontée dans un cadre en pin

Coupe-froid magnétique Grandeurs 32" et 34"
 Cadre de 1 1/2" \$169
 Cadre de 1 3/4" \$179

STANLEY PORTE EN ACIER ISOLÉE

Prémontée dans un cadre en pin

Coupe-froid magnétique Grandeurs 32" et 34"
 Cadre de 1 1/2" \$239
 Cadre de 1 3/4" \$249

Plus de 25 modèles de portes en acier isolées en montre
 Choix de 25 couleurs pour les portes d'acier
PAYEZ ET EMPORTEZ OUVREZ LE SAMEDI de 9h à midi.

Les portes STANLEY, GARANTIE 10 ANS. Nos spéciaux sont valides jusqu'au 30 sept. 1987

285-7111 LES ANNONCES CLASSÉES

POUR VENDRE VITE, VITE, VITE IL ME FAUT LA PRESSE!

Le 8 août 1987, Joyce Ann Smith et Rod A. Herdman unissaient leur destinée en l'église St. Michael's, à Kalida (Ohio). Après la réception, les époux sont montés à bord de l'hélicoptère de Channel 7 News à destination de l'aéroport international de Dayton. De là, ils s'envolèrent pour Nantucket où ils passeront 5 jours, avant de se diriger vers Montréal, qu'ils ont quittée le 23 août pour leur domicile conjugal à Franklin (Ohio).

la presse

info. ACHATS

Pour économiser il me faut La Presse

CHEZ YVONNE ET GÉRARD, CHAQUE FOIS QUE LE TÉLÉPHONE SONNE, QUELQUE CHOSE DISPARAÎT ...

DEPUIS QU'YVONNE ET GÉRARD UTILISENT LES ANNONCES CLASSÉES DE LA PRESSE ILS VENDENT RAPIDEMENT!

POUR VENDRE VITE, VITE, VITE IL NOUS FAUT LA PRESSE, HEIN GÉRARD!

OUAIS OUAIS!

285-7111
 LES ANNONCES CLASSÉES

la presse

PME

LE MAGAZINE DE L'ENTREPRENEURSHIP qui vise le développement du monde des affaires au Québec. Le MAGAZINE PME, une publication de qualité qui s'adresse aux gestionnaires des petites et moyennes entreprises québécoises.

ABONNEZ-VOUS DÈS AUJOURD'HUI

1 AN: 25\$
 2 ANS: 45\$
 3 ANS: 60\$

POUR RENSEIGNEMENTS: (514) 842-1042

Le magazine PME 360, rue Notre-Dame Ouest Montréal (Québec) H2Y 1T9

Paiement ci-joint MasterCard Visa

No de carte _____ Date d'expiration: _____

NOM: _____ PRÉNOM: _____

TITRE/PROFESSION: _____

NOM DE L'ENTREPRISE: _____

ADRESSE: _____ VILLE: _____

PROV: _____ CODE POSTAL: _____ TÉL: () _____

T É T E S D ' A F F I C H E

Guy Pinard

Un honneur bien mérité

Le jury du prix Montréal Trust-Crédit Foncier aurait pu difficilement choisir un meilleur projet que celui du monastère du Bon-Pasteur, de Montréal, comme gagnant de ce prix qui honore les meilleurs projets de préservation de bâtiments au Canada.

Et cet honneur consacré de belle façon les efforts de la Société immobilière du patrimoine architectural de Montréal (SIMPA), un organisme paramunicipal) et de son architecte Vianney Belanger, qui ont mené ce projet de recyclage intelligent à bon port malgré certaines restrictions budgétaires. Les deux se partageront le prix de \$20 000.

Fait à souligner, deux des trois mentions honorables sont allées à des projets de Montréal. Il

s'agit de la maison Gillespie, réalisée par l'architecte Julia Gersovitz, et du projet de rénovation du siège social de Johnson & Johnson, concrétisé par Cayouette, Sala & Associés, Founders Square, le troisième projet à l'honneur, a été réalisé à Halifax.

Le jury de cinq membres était formé de Martin E. Weaver, de la Fondation canadienne pour la protection du patrimoine; Cameron Charlebois, architecte du groupe SECOR; Pierre Girardin, du Montréal Trust; Barry Padolsky, architecte désigné par l'Institut royal d'architecture du Canada; et Abraham Rogatnick, professeur d'architecture à l'Université de la Colombie-Britannique, également désigné par l'Institut.

AU GÉNÉRIQUE

Raymond Laberge informe la population du fait que le parc historique national La bataille de la Châteauguay clôturera ses activités estivales aujourd'hui par une épiluchette de blé d'inde qui commencera à 14 h. Ensemble musical folklorique, spectacle de marionnettes pour enfants, et visite du musée compléteront l'animation de cette journée gratuite. Le parc est situé à Allan's Corners, sur la route 138 ouest, entre Howick et Ormstown. Pour informations: 829-2003.

René le Clère, secrétaire général de la Société des écrivains canadiens, est de retour à Montréal après un séjour de deux mois en Europe, où il a été notamment reçu par le comte Jacques de Ricaumont, écrivain, par Bernard LeFranc, député de l'Aisne et maire de Soissons, par le comte Christian de Broc, châtelain de Bretagne, par le psychologue Gerard de Valck et par dona Emma Pierini, soeur de feu le duc Pini di San Miniato, décédé à Montréal en 1986.

L'hypnotiste Casey Jones présentera son spectacle mardi, à 20 h 30, au 3480, avenue McFavish, dans le cadre des festivités qui marqueront la rentrée à l'Université McGill. Pour informations: 398-6795.

La galerie du centre Saidye Bronfman propose, du 1^{er} septembre au 1^{er} octobre, une exposition des oeuvres de Sylvia Safdie. Pour renseignements: 739-2301.

Andre Trudel dirigera le Bureau de liaison pour la recherche et le développement récemment créé par le comité exécutif de l'UQAM. M. Trudel était directeur adjoint au Service de la recherche et de la création de l'université depuis 1986.

James Roberts, de la succursale de la Société des alcools du Québec à la place Jacques-Cartier, à Longueuil, participera à un prestigieux concours interna-

tional de dégustation, en République fédérale d'Allemagne.

Gilles Desjardins, de Loto-Québec, a agi comme coordonnateur de projet du nouveau jeu Sélect 42 lancé le samedi 15 août en remplacement du jeu 6/36.

Jean-Guy Pelletier, analyste à la division du génie industriel de Communauté urbaine de Montréal, est le gagnant du concours organisé pour trouver un logo pour l'Association des cadres de la CUM. Son dessin a été retenu parmi les 11 suggestions reçues.

Les Archives nationales du Québec proposent, jusqu'au 16 septembre, l'exposition photo-

graphique Au gré du temps, réalisée à partir de photos de Conrad Poirier, ce merveilleux témoin de la vie quotidienne montréalaise. Le fonds Conrad-Poirier contient pas moins de 25 000 négatifs couvrant l'ensemble des années 1932 à 1960. On sait que les Archives nationales sont désormais installées au 1445, rue Mullins, à proximité de la station de métro Charlevoix. Pour renseignements: 873-3064.

La Corporation du centre culturel de Drummondville Inc. soulignera son 20^e anniversaire en présentant six événements spectaculaires: Broue le 23 septembre, Pierre Houle et l'Orchestre symphonique de Trois-Rivières le 26 septembre, Jean Lapointe le 23 octobre, Andre-Philippe

Gagnon le 31 octobre, les Ballets de Montréal dans Casse-Noisettes le 29 novembre et l'ensemble folklorique Mackinaw le 12 décembre. La corporation est présidée par René Verrier.

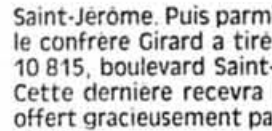
Mme David M. Stewart et Luc d'Iberville-Moreau, respectivement présidente et directeur du musée des Arts décoratifs, installé au château Dufresne, présideront à l'ouverture d'une nouvelle salle permanente et d'une chambre à coucher restaurée jeudi, à 17 h 30.

A MARDI

PERSONNALITÉ - MYSTÈRE

Crépuscule de SEARS

À part quelques rares lecteurs qui ont cru reconnaître Chantal Renaud, la très grande majorité des participants ont correctement identifié Diane Dufresne. Et parmi les 259 bonnes réponses, Michel Girard, chroniqueur à l'économie, a choisi les lettres des derniers finalistes du concours du mois d'août soit André Beauchamp, de Montréal, Lucile Brisette, de Joliette, Julie Dupont, de Montréal-Nord, Monique Laliberté, de Trois-Rivières, et Robert Soulières, de Saint-Jérôme. Puis parmi les 15 finalistes du mois, le confrère Girard a tiré le nom de Julie Dupont, 10 815, boulevard Saint-Michel, à Montréal-Nord. Cette dernière recevra le bon d'achats de \$100 offert gracieusement par les magasins Sears et La Presse.



Le prochain tirage d'un bon d'achats de \$100, gracieuseté des magasins Sears et de La Presse, aura lieu le 25 septembre.

La personnalité-mystère de cette semaine n'est pas facile à identifier. On peut vous dire que ce bambin a depuis travaillé à la section économie de La Presse, et qu'après avoir été le grand patron du quotidien Le Soleil, il continue de faire profiter ses lecteurs de ses compétences en matière d'économie par le biais d'un hebdomadaire. Si vous reconnaissez cette personne, vous pouvez le faire savoir en écrivant le plus rapidement possible à TÊTES D'AFFICHE, La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal, Québec H2Y 1K9.



La mère de Terry Fox à Montréal

Betty Fox, la mère du regretté Terry Fox, représentait la fondation Terry Fox lors d'un récent passage à Montréal, plus particulièrement à l'Institut de recherches cliniques. A cet endroit, elle a rencontré le retrovirologue Paul Jolicoeur. Ce dernier a reçu de la fondation une bourse de \$150 000 répartie sur cinq ans. La photo montre le Dr Jolicoeur en compagnie de Mme Fox.

La moitié du monde

L'AFEAS, un organisme qui a atteint sa maturité



HUGUETTE ROBERGE

«O» uand je suis arrivée à l'AFEAS, en 1975, tous les dossiers touchaient le bien-être de la famille et l'éducation des enfants. Vers 1978-79, on refusait de faire des demandes pour nous au gouvernement parce qu'on avait peur que ça nuise aux intérêts de nos maris. En 1987, les femmes de l'AFEAS veulent enfin être reconnues comme des citoyennes à part entière.»

Quant Louise Coulombe-Joly mesure le chemin parcouru par les femmes de l'Association féminine d'éducation et d'action sociale au cours des dernières années, le sourire lui vient au lèvres. C'est en effet avec grand optimisme qu'elle entreprenait un troisième mandat à la présidence de l'AFEAS, au lendemain du congrès annuel de l'organisme qui réunissait la semaine dernière à Jonquières quelque 1 000 déléguées sous le thème: «L'autonomie, un beau défi.»

Ces déléguées ont fait consensus sur les grands dossiers qui mobiliseront les 30 000 femmes membres de l'Association durant la prochaine année: l'accès des femmes au pouvoir politique, l'admissibilité des travailleuses au foyer au Régime des rentes du Québec; la formation des filles; la progression des

femmes vers l'autonomie financière.

Au sujet du premier dossier, Mme Coulombe-Joly explique à La Presse que l'objectif est de démystifier la pratique politique, de sorte que les femmes puissent penser normal pour elles d'y accéder, de soutenir celles qui aimeraient se lancer dans l'aventure, à l'échelle d'une région par exemple, et d'informer les autres femmes sur les enjeux du pouvoir politique.

Quant à l'accès des travailleuses au foyer au RRO, il s'agit là d'une promesse électorale formelle du parti libéral et les femmes de l'AFEAS, dont la moitié sont travailleuses au foyer, entendent bien que le gouvernement Bourassa la remplisse. Une campagne de sensibilisation sera organisée partout au Québec... avant un super-blitz de pression sur les décideurs politiques. La critique de l'Opposition officielle en condition féminine, la députée Cécile Vermette, a déjà annoncé qu'elle fera de ce sujet son cheval de bataille au cours de la session d'automne.

À propos de la formation des filles, l'AFEAS fera une recherche dans les écoles secondaires pour découvrir si et comment les métiers non traditionnels sont présentés aux filles par les orienteurs, les professeurs, et comment ils sont perçus par les parents.

L'AFEAS veut enfin développer des services de soutien aux femmes dans leurs démarches pour augmenter leur autonomie financière. A titre d'illustration, Mme Coulombe-Joly cite l'ini-

tiative qui a valu cette année au cercle de Metabetchouan (région Saguenay) le prix Azilda-Marchand que l'AFEAS décerne chaque année pour souligner un exploit d'un de ses cercles. Le groupe de Metabetchouan a en effet réussi l'audacieuse création d'un «fonds de solidarité des travailleuses au foyer». Ce fonds encourage les femmes au foyer à s'ouvrir un compte d'épargne à leur nom, il leur

permet aussi d'obtenir de meilleurs rendements sur ces épargnes, de contribuer à un REER et d'accéder plus facilement aux différents services financiers de la Caisse populaire locale. L'AFEAS voudrait voir cette initiative essayer un peu partout au Québec.

L'Association a aussi décidé, en assemblée générale, d'élargir sa porte d'entrée pour que les femmes actives sur le marché du travail, surtout les anciennes membres aujourd'hui impliquées en politique active, dans

une profession ou dans le monde des affaires, de réintégrer ses rangs comme membres associés, ce qui leur permettra de suivre les dossiers de l'AFEAS et de participer à ses rencontres (locales, régionales et provinciales) sans avoir à intégrer un cercle local.

Une campagne intensive de recrutement se tiendra du 16 au 22 septembre, mais on peut en tout temps devenir membre de l'AFEAS. Pour plus d'information la-dessus, composer: (514) 866-1813.

BLOC NOTES

PAS MENAÇANT, LE LAC MEECH

Les récents accords constitutionnels (entente du Lac Meech) ne présentent aucune menace potentielle pour les droits des Québécoises, affirme mercredi la présidente de la Fédération des femmes du Québec, Ginette Busque, s'adressant au Comité mixte du Sénat et de la Chambre des Communes étudiant l'entente constitutionnelle de 1987 (accord du Lac Meech).

La FFO, qui regroupe 58 associations et représente plus de 45 000 femmes, a procédé à ses propres consultations et en est arrivé à la conclusion suivante:

«L'accord du Lac Meech ne constitue pas une menace aux droits à l'égalité des femmes du Québec (...), l'histoire des droits des femmes démontrant que nous n'avons pas besoin de «sociétés distinctes» pour que nos droits soient compromis et que le concept de société distincte est un concept neutre sous ce rapport. Au Québec, le respect des droits des femmes fait de plus en plus partie de la culture politique. Les progrès marqués faits au chapitre de la condition féminine ne sont pas étrangers à ce caractère de société distincte.»

REABONNEZ-VOUS!

En deux ans seulement, le tirage de La Gazette des femmes s'est accru de 50 p. cent pour passer de 50 000 à 75 000 exemplaires. Et pour cause, c'est une publication aussi passionnante que soignée. Publiée depuis 1979, ce magazine du Conseil du statut de la femme paraît à tous les deux mois et est distribué gratuitement à toutes les personnes qui s'intéressent à la condition des femmes et qui en font la demande.

Tous les deux ans, le Conseil du trésor impose l'opération «réabonnement obligatoire» aux périodiques gouvernementaux distribués gratuitement, de manière à éviter un gaspillage inutile. Les lecteurs et lectrices de la Gazette des femmes sont donc invités à faire parvenir le coupon de réabonnement placé bien en évidence sur la page couverture du numéro de septembre-octobre, pour continuer de recevoir cette publication.

Ceux et celles qui ne la reçoivent pas et aimeraient la recevoir doivent adresser leur demande à La Gazette des femmes, 8, rue Cook, 3^e étage, Québec (Québec) G1R 5J7.

INFORM'ELLE DISPARAIT

Bien que reconnu comme efficace et extrêmement précieux, Inform'elle, un service d'information juridique installé sur la Rive-Sud et servant une clientèle composée de femmes dans une proportion de 95 p. cent, doit fermer ses portes cette semaine, le CLSC Samuel de Champlain ayant réclamé le local qu'il mettrait gratuitement à sa disposition depuis 1979. Cette demande arrive dans une bien mauvaise période pour Inform'elle, qui venait de vider ses coffres pour assurer une permanence de son service.

L'organisme a fait de nombreuses démarches, malheureusement infructueuses, pour obtenir un soutien financier et dénicher un nouveau local. Elle se voit donc dans l'obligation de suspendre ses activités.

DIRECTEURS... DIRECTRICES!

La Fédération québécoise des directeurs d'école est maintenant la Fédération des directeurs et directrices d'école, les délégués des associations membres ayant décidé qu'il était temps et essentiel que le féminin apparaisse dans le nom de leur fédération. Dans le communiqué annonçant la modification apportée à son nom, la FQDDE affirme croire à l'importance d'un modèle féminin et masculin pour les jeunes, face à la profession de directeur et directrice d'école.

JOUR PORTES OUVERTES

Le Centre des femmes de Verdun tient une journée «Portes ouvertes» le mercredi 9 septembre, de 12 h à 21 h, au 3993 Wellington. Des kiosques d'information permettront aux femmes de Verdun et des environs de s'informer sur ce qui se passe à ce centre des femmes: services, activités, cours, etc. Invitation à toutes. Inf: 767-0384, de 9 h à 16 h 30, en semaine.

TRAVAILLEUSES RECHERCHÉES

Options non traditionnelles (ONT) recherche des résidentes de la Rive-Sud désireuses d'apprendre un métier non traditionnel, tel machiniste, chauffeure-livreuse, réparatrice de petits moteurs... Sont admissibles les femmes motivées âgées entre 25 et 45 ans, sans emploi pour les 24 dernières semaines et ayant une scolarité de 8 à 12 ans. Les activités débuteront le 5 octobre. Rencontres d'information les 14, 15, 16 et 17 septembre, à 13h 30, au 91 St-Jean, bureau 200, à Longueuil. D'abord s'inscrire en composant: 646-1030.

L'avenir appartient aux prêtres mariés

AFP ROME

Les prêtres catholiques mariés ne demandent plus rien au Vatican, convaincus que l'avenir leur appartient et que le célibat mourra bientôt de mort naturelle: telle est l'une des principales conclusions de leur congrès international qui vient de se terminer à Ariccia près de Rome.

L'optimisme des quelque 150 participants d'une vingtaine de pays, réunis au sein de la Fédération internationale des Prêtres Catholiques Mariés (FIPCM), contraste avec le ton «revendicatif» du «synode» romain de 1985, qui avait consacré beaucoup de place aux difficultés matérielles qu'entraîne le retour à l'état laïc.

Le premier congrès de la FIPCM, créée l'année dernière à Paris et qui déclare représenter environ 20 000 prêtres, n'avait pas pour but «de revendiquer quelque chose pour nous», indique un communiqué, mais de «présenter à l'Église, Peuple de Dieu, nos expériences et notre nouvelle façon de servir».

Les conclusions du congrès ont été présentées au cours d'une conférence de presse donnée par le nouveau président de la Fédération, le Belge Bert Peeters, 60 ans. Plusieurs épouses y ont assisté, mais, discrètes, elles sont restées en retrait, surveillant les enfants qui jouaient entre les chaises.

Les congressistes avaient entendu un sociologue jésuite de Louvain, Jean Kerkhof, qui juge inéluctable l'abandon du célibat obligatoire pour le clergé catholique de rite latin. Il a souligné à cet égard le rôle de l'œcuménisme: dès aujourd'hui, plus de 50 pour cent des «ministres chrétiens» (pasteurs protestants, prêtres orthodoxes et catholiques de rite oriental) sont des hommes mariés.

«Le ministère a toujours évolué dans l'histoire», déclare la Fédération dans ses conclusions, et il évolue maintenant «vers le service, service enrichi chez nous, par l'état de vie familial du prêtre».

«L'expérience des couples des prêtres mariés ne les concerne pas seulement eux-mêmes.»



Mme Louise Coulombe-Joly

Un dicton affirmait jadis qu'on pouvait naître et mourir à l'hôtel Mont-Royal sans jamais en sortir. L'immeuble recyclé sera plus que jamais une ville dans une ville.

L'hôtel Mont-Royal

GUY PINARD



Le plus grand hôtel de l'Empire britannique. 1 100 chambres à l'épreuve du feu. Chaque chambre avec salle de bain privée donne sur l'extérieur. L'emplacement du Mont-Royal — rue Peel, juste au nord de la rue Sainte-Catherine, la principale artère de la ville — en est un qui, pour la beauté des alentours et la commodité de la place, offre peu de comparaisons parmi les hôtels des plus grandes villes du monde entier. Presque à sa porte se trouvent les terminus des deux réseaux ferroviaires transcontinentaux du Canada, ainsi que les meilleurs magasins et théâtres de la ville. Le district financier de la « Capitale de la finance du Canada » et les quais des grands navires transatlantiques ne sont qu'à quelques minutes de trajet en tramway ou en taxi. Et immédiatement au nord de l'hôtel est le district domiciliaire le plus sélect de la ville, en arrière duquel se dresse le mont Royal, tout couronné d'arbres et offrant un coup d'oeil magnifique.

La Presse du 16 décembre 1922 n'aurait pas pu être plus élogieuse en annonçant l'inauguration prochaine d'un hôtel qui, s'il n'eut jamais la renommée du Windsor ou du Ritz-Carlton, remplit parfaitement son mandat pendant ses 62 ans d'existence. Il faut dire que son emplacement, admirablement bien décrit par nos collègues des années 20, favorisait nettement le plus grand hôtel de l'Empire britannique.

À la fin de sa carrière toutefois, l'hôtel Mont-Royal periclitait. Et malgré tous ses atouts indéniables, il était irrémédiablement voué à la démolition.

Et voici qu'après des années d'inquiétudes, ses vieux murs complètement dépouillés de leur intérieur connaîtront, grâce à la Société en commandite Les cours Mont-Royal, une deuxième « carrière » en abritant des galeries de boutiques, des cinémas, des bureaux et des condominiums de luxe grâce à une cure de rajeunissement qui aura coûté pas moins de \$140 millions.

Du pâturage à la salle de bal

L'emplacement choisi n'était pas celui qu'on favorisait au départ. En 1911, la société Mount-Royal Co. Ltd., propriété de G.A. Ross et H.R. Kirkpatrick, avait déboursé \$800 000 pour l'acquisition d'un terrain à l'angle sud-est des rues Peel et Sainte-Catherine, où s'élevait aujourd'hui l'édifice Dominion Square, avec l'intention d'y ériger un édifice de 400 chambres réparties sur 10 étages, à proximité du square Dominion.

Des luttes internes minèrent le projet et le terrain fut vendu. Mais ce n'était que partie remise puisque l'hôtel fut construit 11 ans plus tard, un peu plus au nord.

Le site actuel de 91 460 pi² (361 pieds sur 253) fut acquis de la Commission des écoles protestantes de Montréal, au coût de \$1,3 million; on y trouvait le Montreal High School (ensuite déménagé rue Sainte-Catherine), et un petit édifice, place Burnside (une des composantes de l'actuel boulevard de Maisonneuve) qui abrita successivement le High School for Girls et le Senior School (jusqu'à la construction du Technical High School, rue Sherbrooke). Ces bâtiments furent loués à l'armée canadienne pendant et après la Grande Guerre de 1914-18.

Jusqu'à la construction de ces édifices à vocation scolaire, ce terrain avait surtout servi de pâturage, au XIX^e siècle.

À l'été de 1860, Montréal attendait de la grande visite: le jeune prince de Galles (il était âgé de 18 ans), futur roi Edward VII d'Angleterre, devait présider l'inauguration officielle du pont Victoria. Or, on ne trouvait à Montréal aucune salle de bal digne d'un prince qui, au surplus, raffolait de la danse. La solution? Construire une salle de bal temporaire. On ne lésina pas sur les moyens: la salle fut construite en bois; de forme circulaire, elle mesurait 100 pieds de diamètre et une mezzanine supportée par des colonnes de 12 pieds de hauteur portait la capacité totale à

2 000 personnes. Crêpeaux et tourelles ornaient l'extérieur.

La salle ne fut utilisée que deux fois: le 27 août pour le bal princier, puis le 30, pour le bal populaire. Une fois les cérémonies terminées, la salle fut démontée et vendue à un promoteur new-yorkais, et les vaches retournèrent à leurs pâturages.

La construction de l'hôtel

L'immeuble de \$12 millions fut construit par l'entrepreneur Thompson Starrett Co. Ltd., de New York, en seulement 469 jours, du 9 septembre 1921 au 20 décembre 1922. L'immeuble mesure 309 pieds et demi sur 230 pieds et 10 pouces. Son sommet culmine à 130 pieds au-dessus du niveau de la rue.

L'hôtel intégrait tous les services requis pour les congrès: salles de réunion, restaurants, boutiques, services, clinique médicale... et même une école de golf intérieur. Un dicton de l'époque affirmait qu'on pouvait naître et mourir à l'hôtel Mont-Royal sans jamais en sortir.

De style Beaux-Arts (les anglophones disent « georgien »), l'hôtel fut conçu par les architectes Ross & MacDonald à la manière des architectes McKim, Mead & White. Ross & MacDonald dessinèrent de nombreux édifices à Montréal, notamment les édifices Medical Arts, Castle et Dominion Square.

La structure

La structure repose sur des caissons en béton ancrés dans le roc à une profondeur moyenne de 35 pieds. La charpente incorporait 4 500 tonnes d'acier pour les colonnes et les poutres complètement ignifugées. Les parois furent construites en terre cuite et en béton. Selon Bruce Allen, de la société d'architectes Arcop et Associés, maître-d'oeuvre du recyclage, l'enlèvement des caissons en terre cuite et en béton a permis de soulager la structure de dizaines de milliers de tonnes.

Pour l'habillage extérieur, Ross & MacDonald choisirent trois matériaux: le granite rose de Stanstead pour la base, la pierre Benedict, fabriquée à Montréal par la Canadian Benedict Stone Ltd à la manière de la pierre Coade, et la brique, de couleur chamois comme la pierre, provenant de la vallée de Hocking et de Kittanning.

Aperçu architectural

L'édifice épouse la forme de deux « H » accolés formant quatre cours intérieures, choisie afin d'assurer la lumière du jour dans chaque chambre de l'hôtel. Aux étages des chambres, un grand couloir parallèle à la rue Peel assurait la liaison, de la place Burnside à la place Mont-Royal.

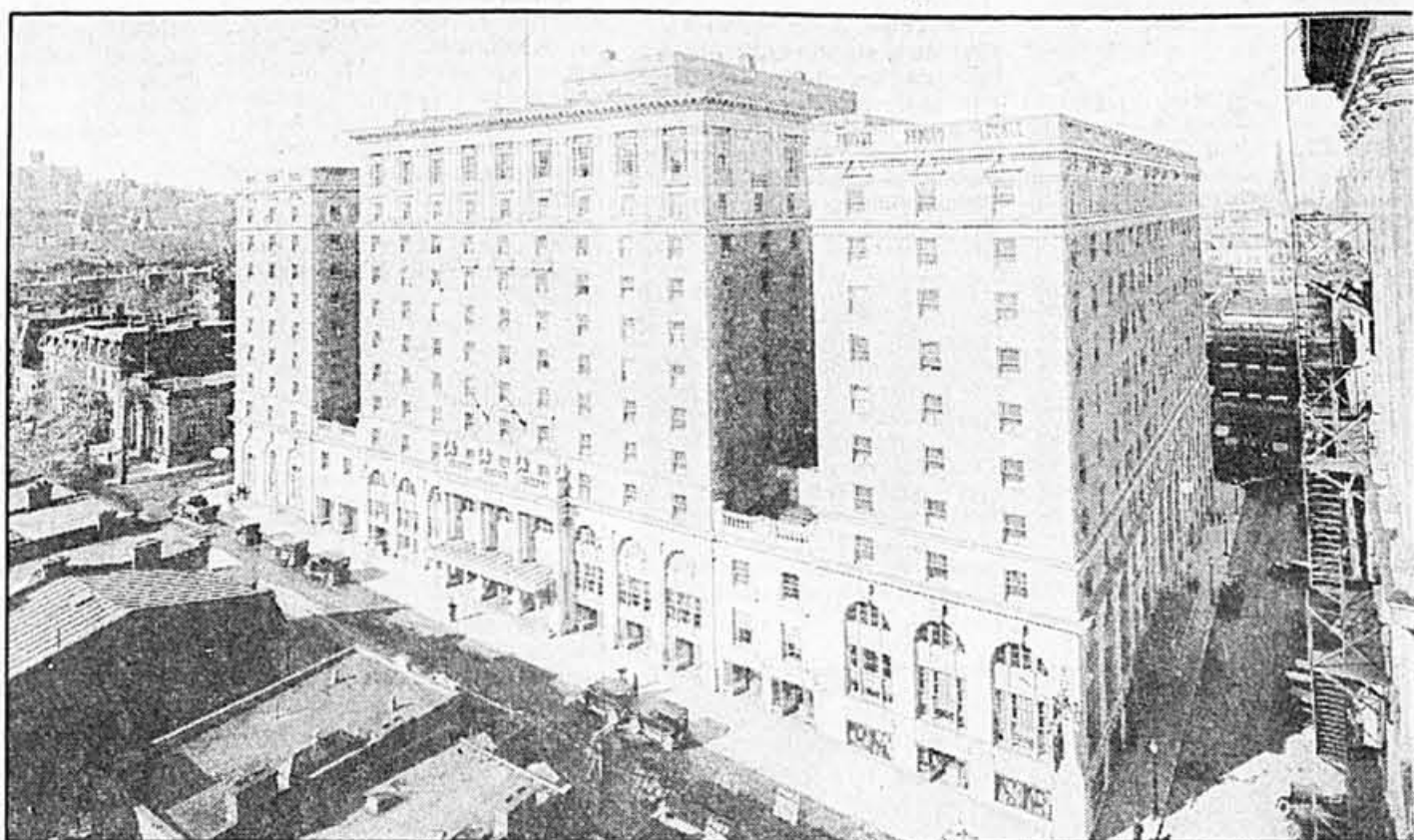
Les faces de l'immeuble se partagent en quatre registres horizontaux: le rez-de-chaussée, le premier étage de chambres, les six étages suivants, et la partie de couronnement des trois ailes rattachées au corps central.

Le rez-de-chaussée en pierre Benedict à chanfrein est tout particulièrement intéressant à cause de sa composition architecturale. En façade, on remarquait d'abord la marquise (aujourd'hui disparue) en fer forgé et en verre de l'entrée principale, accrochée aux quatre colonnes et aux quatre pilastres à chapiteaux sculptés. Colonnes et pilastres supportent un entablement protubérant couronné par une balustrade. Au sommet des colonnes, on aperçoit toujours les quatre urnes décoratives. À noter aussi que des pilastres similaires à ceux du portique encadrent les fenêtres de l'aile principale.

Les fenêtres des ailes sont cintrées et groupées trois par trois. Après la restauration, elles auront conservé leurs meneaux en fer, mais perdu leurs larges bandeaux en fer ouvré que la rouille avait rongé au point de rendre la restauration impossible. Certaines des fenêtres arquées sont couronnées par une clé de voûte protubérante. Les sections de liaison entre les ailes comportaient des fenêtres rectangulaires; le recyclage a grandement transformé ces sections, mais elles ont conservé leur magnifique balustrade en pierre ornementée d'un écusson. Une corniche complète ce premier registre.

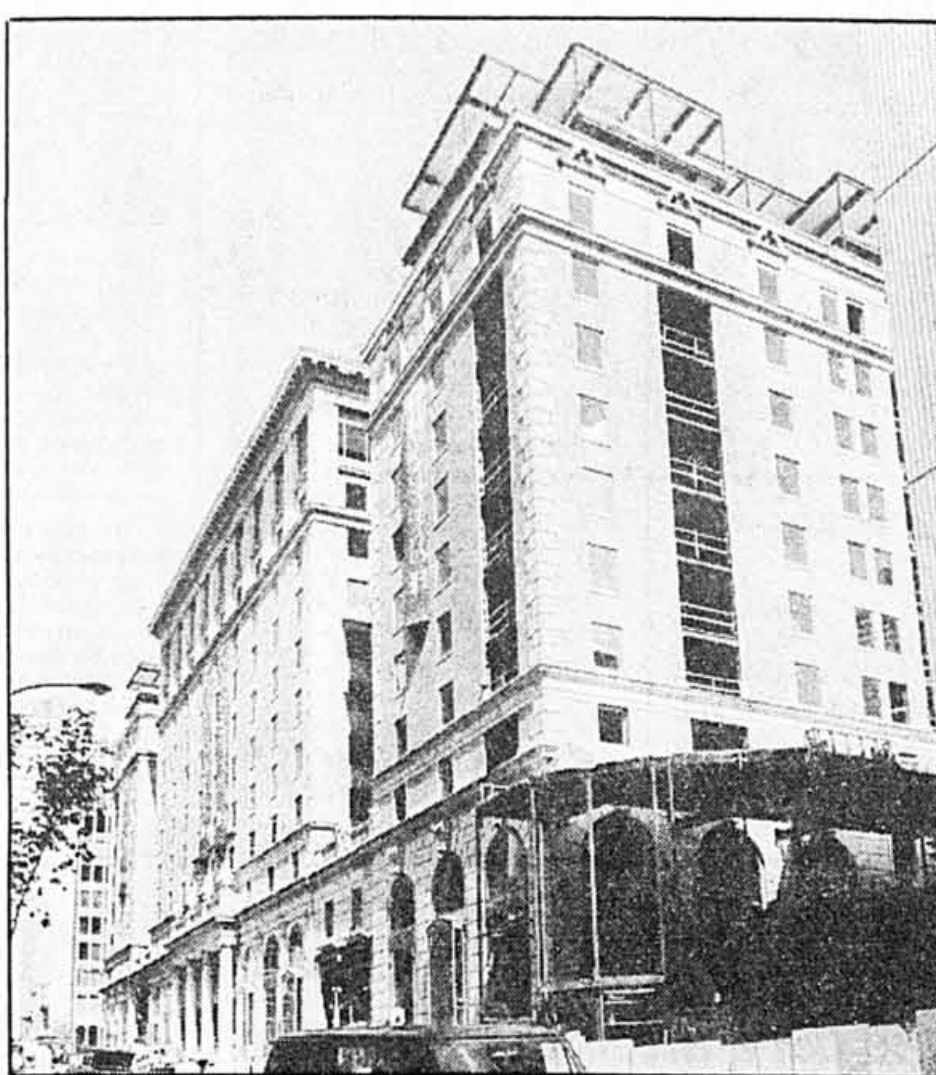
Les étages des chambres

Le premier étage des chambres (deuxième registre) se démarque des



L'hôtel Mont-Royal au moment de son inauguration, en 1922.

PHOTO THEQUE La Presse



La façade de la rue Peel a conservé sa grandeur d'antan. À l'avant-plan, l'annexe en construction, place Mont-Royal.

PHOTO JEAN GOUPEL La Presse

autres par le jambage en pierre des fenêtres et par la corniche qui ceinture l'immeuble.

Les six étages de chambres suivants (troisième registre) sont moins ornés. La brique domine, la pierre Benedict se limitant aux chaînages d'angle. Deux petites exceptions à l'uniformité de ces étages, dans l'aile principale, soit les trois fenêtres à jambage de pierre et à linteau protubérant qui encadrent les mâts, au deuxième étage, et, dans les mêmes travées verticales, les balconnets en pierre des fenêtres du septième étage. Une corniche semblable à celle du premier étage complète ce registre.

La pierre fait massivement sa réapparition au sommet des trois ailes, dernier registre de l'ensemble. Habillée exclusivement de pierre Benedict, l'aile centrale comporte un étage de plus, celui des grandes salles de bal et de réunion. Elle est remarquable par ses fenêtres à meneaux de pierre et à jambage ouvré. De larges pilastres à chapiteaux sculptés encadrent les fenêtres sur les deux étages et supportent l'entablement. Une corniche largement débordante et dotée de modillons couronne l'aile.

La pierre et la brique se partagent l'habillage des deux ailes latérales. On retrouve la pierre dans le jambage des fenêtres surmontées d'un fronton se terminant par deux volutes, les denticules du bandeau et la balustrade, où les sections ajourées en pierre alternent avec les sections pleines en brique. Chacun de ces détails mérite toute notre attention.

L'intérieur

L'intérieur aura été considérablement transformé, au terme des rénovations, si bien qu'on se contentera de souligner quelques détails à l'intention des nostalgiques. À l'époque de l'hôtel, on trouvait un sous-sol, un entre-sol (palier des services), le rez-de-chaussée, la mezzanine, huit étages de chambres et l'étage des grandes salles au sommet.

Une fois les tambours de l'entrée franchis, on accédait au vestibule avec murs en scagliola de Kazota (un type de marbre), plancher en terrazzo, escaliers en marbre et plafond en bois sculpté. Le bronze dominait dans les accessoires, et les radiateurs étaient dissimulés derrière des grilles en fer forgé d'inspiration italienne.

Le lobby de 153 pieds sur 72 était un des plus vastes au Canada. La mosaïque en terrazzo du plancher comportait des incrustations de laiton. Devant les murs en scagliola de Kazota se trouvaient d'impressionnantes colonnes en marbre surmontées de chapiteaux sculptés. Les colonnes supportaient une frise en

marbre multicolore dotée de médaillons décoratifs, et une corniche en marbre. Mais l'élément dominant du lobby demeurait son plafond voûté aux motifs harmonieux et éclairé par un lustre décoratif. Les comptoirs de la réception en marbre rose fleuri du Tennessee étaient surmontés de grilles en fer forgé.

Les principales salles de l'hôtel comprenaient le café du rez-de-chaussée, de 106 pieds sur 46, avec panneaux en noyer de 12 pieds de hauteur aux murs, fenêtres à vitraux, et lunettes arquées portant en leur centre les armoiries des provinces; la salle des palmiers de style Renaissance, avec plafond à lunettes, motifs décoratifs et plancher de danse en bois; la salle à manger de 135 pieds sur 48, de style Renaissance italienne, avec balustrades en marbre, murs en scagliola de Hauteville, grilles et ornements en fer forgé; la salle de bal de 135 pieds sur 45, au dernier étage, de style Empire, et accessible par un foyer de 33 pieds sur 30; et enfin, la salle des banquets de style Adams, en forme de « T », richement décorée et dotée des outils didactiques les plus modernes.

Chacune des 1 046 chambres était dotée de sa salle de bain en marbre et en céramique. Les cuisines aux équipements nickelés ou argentés pouvaient servir plus de 2 500 personnes. Treize ascenseurs desservaient l'hôtel: sept pour passagers, quatre pour le service et deux pour les marchandises, en plus de trois monte-plats.

Inauguration de l'hôtel

La cérémonie d'inauguration de l'hôtel Mont-Royal eut lieu le 20 décembre 1922 et elle fut présidée par William Massey Birks, président du Montreal Board of Trade.

De nombreuses personnalités y assistaient, notamment William Lyon Mackenzie King, premier ministre du Canada, Sir Lomer Gouin, son ministre de la Justice, Frank Dudley, président de la chaîne d'hôtels United, et Vernon G. Cardy, directeur général de l'hôtel. Au son de deux trompettes des Grenadier Guards de sa majesté, Cardy reçut une clé en or pour ouvrir la porte principale avec l'ordre de la garder ouverte à tout jamais.

Le krach économique entraîna la faillite de la chaîne d'hôtels (les actions du Mont-Royal chutèrent de \$100 à \$3 à la bourse), et un groupe d'investisseurs montréalais, parmi lesquels se trouvaient Aldéric Raymond, propriétaire de l'hôtel Windsor, Pat Thompson, J.K.L. Ross et A.D. MacTier se porta acquéreurs de l'hôtel montréalais. La chaîne Sheraton Canada acheta l'hôtel en 1950, et le céda en 1973 à la société

Enterac Property Corp., propriété de la famille McLaughlin, de Toronto. Cette société est aujourd'hui l'une des composantes de la Société en commandite Les cours Mont-Royal. L'hôtel ferma définitivement ses portes le 17 novembre 1984.

Même si les rois George V, George VI et la reine Elisabeth n'ont jamais résidé à l'hôtel, ce dernier a malgré tout eu de nombreux invités de marque. Mais le visiteur le plus énigmatique fut sans contredit un certain Lord Renfrew, venu à l'hôtel en octobre 1923, qui impressionna la foule par ses talents de danseur. Inscrit sous ce nom, ce dernier était nul autre que le prince de Galles et futur roi d'Angleterre!

Les rénovations

Entreprises à l'automne de 1985, les rénovations auront entraîné des dépenses de \$140 millions. Une visite du chantier en compagnie de l'architecte Bruce Allen a permis de voir avec quel soin Arcop a préservé l'extérieur, réaménagé avec bon goût l'intérieur afin d'y loger quatre étages de boutiques et de restaurants (150 au total), 300 000 pi² d'espaces de bureaux (logés dans le corps central et l'aile principale), 134 unités de condominiums (dont 16 penthouses) dans les deux ailes latérales, quatre verrières dans les cours, trois salles de cinéma et un stationnement, sans oublier les différents services (club de santé, piscines, etc.).

L'extérieur a subi peu de transformations. En fonction des besoins nouveaux, il a fallu aménager de nouvelles entrées dans chaque face. Rue Peel, l'entrée principale a été modifiée, et les deux bâtiments de liaison ont subi d'importantes transformations, ce qui contribuera à mettre en valeur les sections à grandes fenêtres arquées. La construction d'une annexe en verre et en aluminium sur la place Mont-Royal (qui était la propriété de l'hôtel) permettra d'aménager un mail piétonnier.

L'intérieur sera méconnaissable. La construction des verrières, les réaménagements des niveaux sous le rez-de-chaussée et les constructions sur le toit ont permis d'augmenter considérablement la surface utile. Les architectes ont fait preuve d'imagination dans l'aménagement de façon à briser la monotonie, par un jeu de formes dans la décoration (pourquoi un escalier serait-il nécessairement droit?). Mais tout n'a pas été facile: on parle avec fierté de la construction d'une dalle de transfert de 4 pieds d'épaisseur construite afin de pouvoir enlever certains caissons pour la construction du stationnement. Chaque cour intérieure a fait l'objet d'une expérience spatiale différente, pour reprendre l'expression de M. Allen. Rien n'a été négligé dans le choix des matériaux afin d'imprégner au bâtiment renoué un caractère de richesse et de dignité.

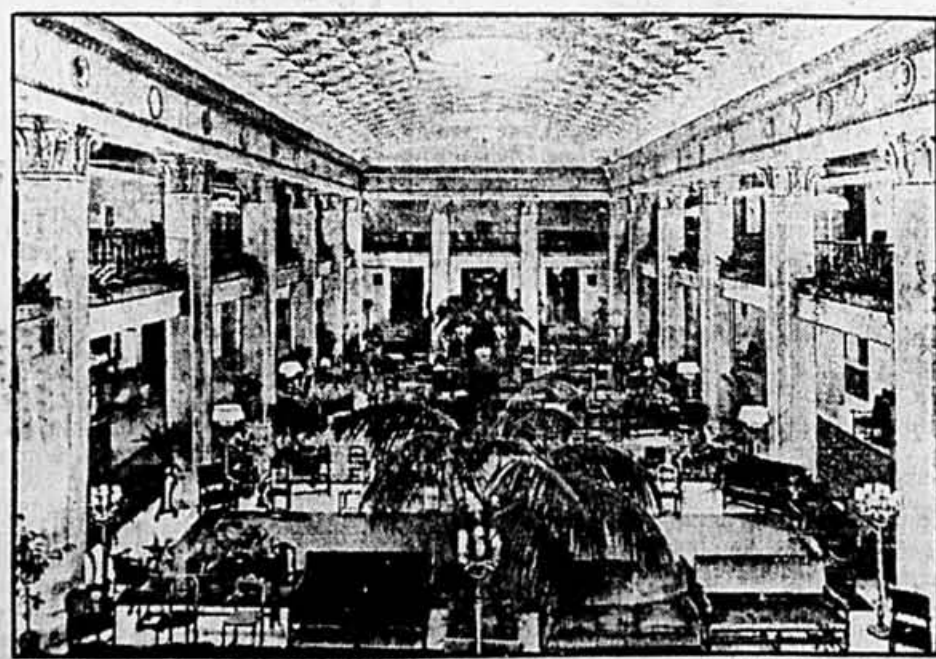
Tout ce qui restera pour rappeler le souvenir de l'hôtel, c'est la partie centrale du lobby d'antan, restauré avec grand soin au coût de \$100 000. Même le lustre sera réinstallé. Cela et la vocation nouvelle de l'immeuble qui, une fois ouvert en octobre, ne fermera plus jamais ces portes, réalisent le vœux transmis à Vernon Cardy en 1922.

SOURCES: Revue Construction de mai 1923: The Mount Royal Hotel Montreal — Ministère des Affaires culturelles; Hôtel Mont-Royal, analyse architecturale, par Jacques Robert, et documents divers — Les cours Mont-Royal: documents divers — Collard, Edgar Andrew: The Mount Royal Hotel — Archives de la ville de Montréal: documents divers — Service de la planification du territoire de la CUM: documents divers — Documentation de La Presse: documents divers.

REPÈRES



Nom: hôtel Mont-Royal.
Adresse: 1455, rue Peel.
Métro: station Peel.



Le lobby au moment de l'ouverture.

PHOTO HÔTEL MONT-ROYAL

Les communautés

Histoire écrite de dix ethnies du Québec venues de l'Europe du Nord



LILY TASSO

Les immigrants ne sont pas toujours bousculés aux portes du Québec. Bien au contraire. Il fut un temps, entre 1850 et 1930, où un million de Canadiens français émigrèrent aux États-Unis pour gagner leur vie, et y faire souche. Il fut également un temps, dans les années 1850, où les Montréalais d'origine britannique représentaient 55 p. cent des citoyens de cette ville.

C'est ce que rappelle entre autres le volume intitulé *Les communautés du Québec originaires de l'Europe du Nord*, deuxième d'une série de six consacrés aux groupes ethniques d'ici, édité par Fides et qui fera l'objet d'un lancement collectif le lundi 14 septembre prochain à la Bibliothèque nationale. Précisons que le tome I portant sur les Québécois originaires de l'Europe centrale et de l'Europe du Sud avait paru il y a deux ans et que *La Presse* l'a présenté dans son édition du dimanche 24 novembre 1985.

La Société d'histoire des communautés culturelles du Québec poursuivant son but publié, toujours sous la direction de Yuri Orschuk, diplômé en administration des affaires, ce nouvel ouvrage de 225 pages abondamment illustré et traitant des groupes anglais, belge, danois, écossais, finlandais, gallois, irlandais, néerlandais, norvégien et suédois.

«On sera peut-être surpris de constater que les peuples des

Illes britanniques sont divisés en quatre groupes distincts: Anglais, Écossais, Gallois et Irlandais. C'est que pour rester fidèles au principe de respect de la spécificité culturelle de chaque nation, nous avons dégagé des valeurs et des traditions qui dénotent un sentiment d'appartenance bien distinct, dont il con-



M. Yuri Orschuk

vient, à notre avis, de tenir compte», souligne Yuri Orschuk en faisant remarquer que certaines communautés, la galloise notamment qui ne compte que 1 200 membres, n'avaient jamais fait l'objet d'une étude.

Contenu substantiel

Chacun des groupes dont il est question bénéficie d'une

présentation générale de la région d'émigration, plus un rappel des données géographiques, historiques, économiques et démographiques du pays d'origine. On examine également l'évolution de chaque groupe au Québec, l'organisation de sa vie communautaire, ses caractéristiques sociales, économiques et culturelles, ainsi que ses apports spécifiques à la société québécoise. Dans le domaine des travaux publics, par exemple, on doit au labeur de milliers d'Irlandais venus au Québec depuis un siècle et demi, les canaux Lachine et Beauharnois ainsi que le pont Victoria.

Réjean Lachapelle, directeur de la recherche et du programme d'études linguistiques à Statistique Canada a préfacé l'ouvrage en brossant l'histoire de l'immigration au Québec en regard des politiques d'immigration et en étudiant le rôle que celles-ci doivent jouer dans l'avenir du Québec.

C'est en 1982 que Yuri Orschuk et Michel Lefebvre ont fondé la Société d'histoire des communautés culturelles du Québec dont l'idée revient à Maria Orschuk, mère du premier, disparue il n'y a pas longtemps. Une des difficultés auxquelles doit faire face l'équipe de sept chercheurs, c'est le manque de documentation écrite. «Nous sommes obligés de rencontrer beaucoup de gens et d'effectuer des interviews en profondeur avec plus d'une demi-douzaine de personnes par communauté», explique son jeune directeur, âgé de 28 ans.

La parution du troisième tome sur l'Europe de l'Est, est prévue pour le printemps 1988. Puis viendront les volumes consacrés aux Québécois originaires d'Asie, du Proche-Orient et d'Afrique, et enfin d'Amérique.

AVIS PUBLIC

Nous devons liquider le reste d'une cargaison en ballots, expédiée par avion via American Airlines (bon d'expédition 214-2744-8993), et maintenant regroupée avec d'autres cargaisons pour fins de liquidation.

DÉFAUT DE PAIEMENT CAUSE RETARD

Description du chargement: tapis de grande valeur faits main.

TAPIS ORIENTAUX

plus

TAPIS PERSANS ET ASIATIQUES

Pièces certifiées: Qom en soie, Tabriz, Kashan Keysary, Milas, Boukhara, Shiraz, Kilim, grand Tabriz de soie, Tapis de palais Keysary en soie, Turkoman et plusieurs centaines d'autres.

- conformément à la loi canadienne, chaque tapis porte une étiquette sur laquelle sont inscrits le pays d'origine, le contenu en fibres et la confection main
- certificat d'évaluation allant de 100\$ à 30 000\$ par pièce.
- Ajouter 10% pour frais de transport, d'entreposage et de manutention sur chaque achat.
- enlèvement des marchandises après paiement complet seulement.
- conformément à la loi canadienne qui régit les encans sans mise à prix, les tapis seront vendus un à un au plus haut enchérisseur.

ENCAN PUBLIC IMMÉDIAT

AUJOURD'HUI, 30 AOÛT À 14 H

INSPECTION À COMPTER DE 12 H 30

Pour plus de facilité, le chargement a été transféré à l'

ENTREPÔT AÉROPORTUAIRE

(Hamilton International Freight Forwarders Inc.)

5650, rue Hamilton, Ville-Emard

Le long du canal Lachine, angle rues St-Patrick et Hamilton, à l'arrière de l'immeuble.

CONDITIONS: comptant, chèque, principales cartes de crédit.

ENCANTEUR RECONNU ET MANDATÉ / LIQUIDATION COMPANY C.U.F.C. LTD. — PERMIS 111062

Tous les paiements seront faits directement à Citizen Union Financial

BLOC NOTES

DEMONSTRATION DE TAI CHI

La Société de tai chi taoïste de Montréal fera aujourd'hui, à 14 h., au parc Jeanne-Mance (angle Parc et Mont-Royal), une présentation de l'art chinois ancien du tai chi. Ses membres démontreront l'enchaînement des 108 mouvements du tai chi chuan, puis inviteront le public à essayer quelques mouvements de base. Renseignements sur la session d'automne de tai chi taoïste: Bernard Voyer 284-2113.

POUR LES CEGEPS DU SRAM

Pour s'inscrire dans l'un des 24 cégeps participant au SRAM (Service régional d'admission du Montréal métropolitain), tout immigrant ayant effectué des études en dehors du Québec et tout membre des communautés culturelles n'ayant pas fréquenté un établissement scolaire québécois au cours des dernières années, doivent obligatoirement obtenir une attestation d'équivalence de leurs études auprès du ministère des Communautés culturelles et de l'immigration. Le même ministère assure également la traduction des documents nécessaires à l'émission de l'attestation dont il s'agit. On peut prendre rendez-vous en téléphonant au ministère: 873-3867.

COFI O.-ASSELIN: NOUVELLE ADRESSE

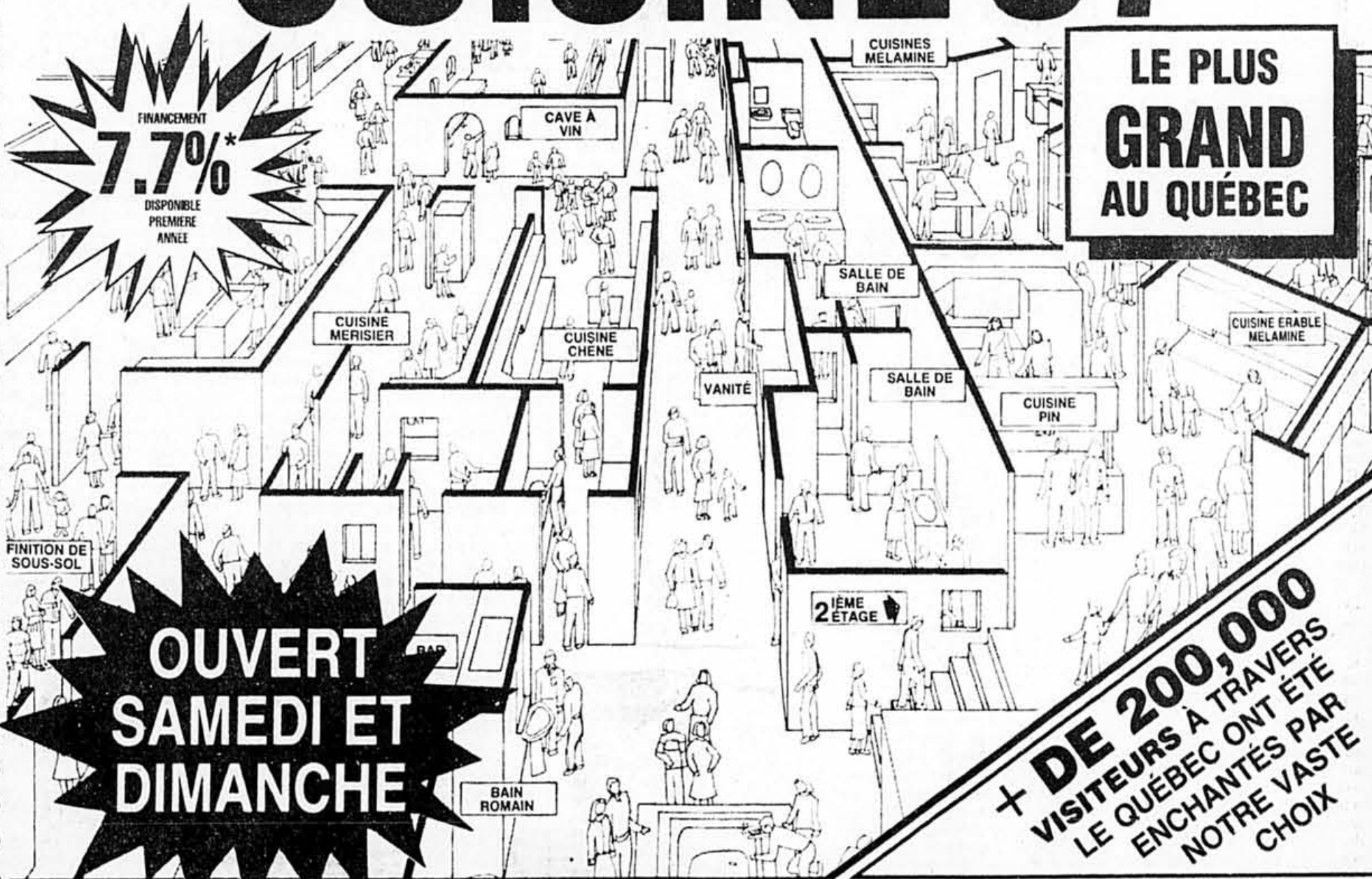
Dès la fin du mois de septembre prochain, le COFI (Centre d'orientation et de formation des immigrants) Olivier-Asselin, situé actuellement au 3205 est, boul. Saint-Joseph, emménagera au 8735 rue Henri-Julien, à proximité du métro Crémazie, dans l'édifice qui a abrité successivement l'école primaire Marguerite-d'Youville et le Centre de formation professionnelle Henri-Julien. Plus adéquats, les nouveaux locaux pourront accueillir un plus grand nombre de stagiaires (23 classes).

NOUVEAU AMÉLIORER

VISITEZ NOTRE

SALON DE LA CUISINE 87

LE PLUS GRAND AU QUÉBEC



OUVERT SAMEDI ET DIMANCHE

+ DE 200,000 VISITEURS À TRAVERS LE QUÉBEC ONT ÉTÉ ENCHANTÉS PAR NOTRE VASTE CHOIX

DISPONIBLE SUR PLACE

- Expert en aménagement de cuisine
- Planificateur
- Estimateur
- Spécialiste en gros travaux

Service de rénovation Métropolitain rembourse la différence entre le taux obtenu de votre banque ou caisse populaire et 7.7% durant un an. Applicable sur un prêt hypothécaire de 1er rang d'un terme de 1 an fermé, amortissement de 1 à 25 ans au choix. Remboursement applicable sur le montant de la vente. Effectif à partir du 1er mai 87.

PEINTURE ET NETTOYAGE

Nous offrons ce la première qualité de peinture. Chaque surface de bois est d'abord sablée puis recouverte de 2 couches de peinture. C'est garanti pour une année. Pour rafraîchir la maison, nos experts lavent et sablent les planchers, nettoient les vitres, murs, meubles et tapis. Profitez-en!

MODELES DE CUISINE DISPONIBLES EN MÉLAMINE, CHÊNE, PIN, CHÊNE MÉLAMINE, MÉRISIER STRATIFIÉ, BRASS MÉLAMINE, ÉRABLE, CERISIER, CHÊNE LATTÉ, ÉRABLE MÉLAMINE, ETC. *SUR PLUSIEURS MODÈLES NOTRE PRIX RÉG. EST DE

20% À 40% PLUS BAS*

QUE LE PRIX INDIQUÉ SUR LA LISTE DE PRIX SUGGÈRE DU MANUFACTURIER



SUR LE CÔTÉ OUEST DE L'ÉDIFICE ARROW CANADA VASTE STATIONNEMENT GRATUIT

HEURES D'OUVERTURE
Sam. 9 a.m. à 4 p.m.
Dim. 11 a.m. à 5 p.m.
Lun., mar., merc. 9 a.m. à 7 p.m.
Jeu., ven. 9 a.m. à 8 p.m.

NOTRE SALON EST OUVERT

7 JOURS PAR SEMAINE AU 4058 JEAN-TALON OUEST
ÉCONOMISEZ DU TEMPS ET DES EFFORTS AVEC SERVICE DE RÉNOVATION

Métropolitain

DEPUIS 1958

POUR UNE ESTIMATION GRATUITE 482-0600

(PAS DE SERVICE TÉLÉPHONIQUE LE DIMANCHE)

Nous sommes ouverts le dimanche pour vous permettre de visiter notre salon mais nous ne prenons pas de commande le dimanche.

LA PRESSE, MONTREAL, DIMANCHE 30 AOÛT 1987



Le prêtre haïtien Jean-Bertrand Aristide, un des participants aux événements de Jean-Rabel, a affirmé hier qu'il continuera à s'opposer au régime du général Henri Namphy et aux projets d'élections du Conseil national de gouvernement.

Haïti: 225 victimes lors de l'affrontement à Jean-Rabel en juillet

La commission a déposé son rapport

AFP
PORT-AU-PRINCE

Les conclusions de la commission d'enquête gouvernementale rendues publiques hier font état de 225 tués, selon un bilan encore partiel, lors d'un affrontement entre paysans le 25 juillet dernier à Jean-Rabel (nord-ouest d'Haïti).

Des sources religieuses avaient établi le bilan d'une centaine de morts et à trois cents disparus.

La commission, formée de six hauts fonctionnaires civils et d'un militaire du service juridique de l'armée, estime que ce massacre risque de se répéter en d'autres points d'Haïti si des mesures ne sont pas prises « immédiatement pour s'attaquer aux racines profondes du mal ».

Dans ses conclusions, la commission ne retient pas « malgré sa vraisemblance et certains côtés séduisants » la thèse du « complot macoute-grand don » (macoute, ex-milice du régime Duvalier et grand don, grand propriétaire terrien).

Selon la commission, 2 000 paysans des groupements communautaires (encadrés par des laïcs engagés et appuyés par la base de l'Eglise catholique) avaient lancé une « expédition punitive », tuant une dizaine de paysans, et incendiant des maisons avant d'être surpris et massacrés par leurs adversaires.

La commission ne retient ni la thèse d'un conflit catholiques-protestants ni celle qui veut que le massacre ait été l'oeuvre des communistes.

Elle met par contre largement en cause les autorités civiles et militaires, « l'intolérance démesurée » des paysans encadrés par « l'équipe missionnaire » ainsi que la responsabilité des autorités catholiques.

Négligence coupable

La commission souligne la « négligence coupable des autorités judiciaires locales, la défaillance policière et la responsabilité de l'Etat qui a « failli à sa mission ».

Le rapport n'épargne pas la hiérarchie catholique dont il dénonce « l'attentisme » face aux tensions qui ont précédé le massacre et qualifie « d'attitude qui s'apparente au geste de Ponce Pilate » la décision de l'évêché de Port-de-Paix de retirer à l'équipe de laïcs engagés son épithète de « missionnaire » trois mois avant le drame.

Sans mettre en cause directement les grands propriétaires de la zone, la commission recommande qu'un des notables de Jean-Rabel, M. Nicole Poitevien, fasse l'objet d'une « enquête judiciaire appropriée » pour avoir affirmé « avoir donné la mort à 1 042 communistes ».

La commission relève également « une certaine allégeance des autorités locales aux grands propriétaires fonciers », et la concentration des terres de l'Etat entre les mains de trois personnes, MM. Melvil Poitevien, Candelon et Jacques Lucas.

Enfin, elle formule 24 recommandations parmi lesquelles la traduction en justice des « auteurs et complices » du massacre, une réforme et un renforcement des autorités judiciaires et mili-

taires locales, la redistribution des terres de l'Etat allouées à des coopératives paysannes et la venue d'une nouvelle équipe missionnaire pour assurer la succession de l'équipe précédente « fortement contestée par une large fraction de la population ».

Par ailleurs, on apprend que M. Luc Hector, seul membre civil du Conseil national de gouvernement (CNG) haïtien, représentant Haïti au sommet de la francophonie à Québec du 2 au 4 septembre.

Le CNG, présidé par le général Henri Namphy, comprend un autre membre militaire, le général Williams Regala, ministre de l'Intérieur et de la Défense nationale.

M. Hector sera accompagné d'une délégation d'une quinzaine de personnes qui comprend le ministre haïtien des Affaires étrangères, le colonel Herard Abraham.

La Libye a repris Aouzou

AFP, Reuter et AP
AOUZOU

Le drapeau libyen flotte de nouveau sur Aouzou, où près d'un millier de soldats libyens se sont redéployés hier, ont constaté un groupe de journalistes occidentaux invités sur place par l'état-major libyen. Des sources informées à Paris ont également confirmé la victoire libyenne.

La palmeraie, située dans le nord du Tchad, était passée sous le contrôle des forces gouvernementales tchadiennes le 8 août dernier et la Libye avait tenté de la reprendre à plusieurs reprises.

Un groupe de six journalistes occidentaux ont effectué une visite dans la zone des combats en compagnie du colonel libyen Ali Chérif Riffi, commandant du secteur d'Aouzou, parcourant pendant 4 heures à bord de Toyota libyennes la palmeraie et ses environs. Partout, le même spectacle de désolation et de destruction s'est offert à eux.

Des armes et des prisonniers tchadiens ont été montrés aux journalistes.

Radio-Tchad a cependant continué à démentir hier soir la reconquête d'Aouzou par la Libye, malgré la confirmation donnée par les journalistes occidentaux. Selon la radio officielle tchadienne, de violents combats se poursuivent dans le secteur, revendiqués autant par la Libye que par le Tchad.

À Paris, des sources informées ont également confirmé la victoire libyenne. Selon ces sources, les troupes tchadiennes se sont repliées sur Bardai, à une quarantaine de kilomètres au sud-ouest. Selon un communiqué militaire libyen publié hier, 460 Tchadiens ont été tués et 877 autres blessés. Côté Libyen, les combats ont fait 10 morts et 18 blessés, affirme le communiqué.

L'Irak reprend ses raids dans le Golfe

AFP et UPI
MANAMA

L'aviation irakienne a repris hier ses raids dans le golfe Persique, mettant fin ainsi à une trêve de 45 jours dans la « guerre des pétroliers ». « Cela signifie que tout le Golfe peut s'embraser

de nouveau », a estimé une source maritime dans la région.

Trois îles iraniennes où se trouvent des installations pétrolières ont été bombardées hier matin par des « dizaines d'avions » irakiens, selon l'état-major de Bagdad. Ce sont les îles de Farsi (450 km au sud des frontières maritimes de l'Irak), de Lavan (790 km) et de Rakhsh (830 km) qui ont été visées.

Radio-Téhéran a confirmé le raid irakien sur les installations pétrolières iraniennes dans le Golfe, en indiquant que l'attaque avait fait plusieurs morts et blessés.

Un pétrolier iranien, l'Alvand, a également été touché par les Irakiens et a pris feu aux environs de l'île iranienne de Sirri, dans le sud du golfe, selon des sources maritimes indépendantes. L'Irak a annoncé hier après-midi une autre attaque contre un pétrolier au large des côtes iraniennes, mais n'a pas confirmé l'attaque de l'Alvand.

Une trêve de fait s'était instaurée

dans le golfe Persique après que l'Irak eut interrompu ses raids, le 15 juillet dernier.

Le président irakien Saddam Hussein a affirmé hier soir que l'Irak « poursuivra la destruction des moyens d'exportation du pétrole iranien dans le golfe jusqu'à ce que Téhéran accepte de mettre fin à la guerre et de rétablir la paix ».

Le président Hussein a dit que son pays « n'acceptera aucune application partielle de la résolution du Conseil de sécurité » du 20 juillet dernier, ordonnant un cessez-le-feu immédiat dans la guerre irako-iranienne.

À Washington, Rudy Boone, porte-parole du département d'Etat, a indiqué que les Etats-Unis sont « conscients du caractère explosif de la situation dans le golfe et ont appelé les parties (au conflit) à faire preuve de retenue ».

Les dirigeants iraniens n'ont cessé depuis plus d'un mois de dénoncer la présence des flottes américaine, française et britannique

que dans la région. Ils ont annoncé, dès le 24 juillet, l'adoption d'une « nouvelle politique militaire » dans le golfe Persique, affirmant que si les Irakiens attaquaient des installations pétrolières iraniennes dans cette zone, ils riposteraient contre les installations des « pays complices de l'Irak », une expression désignant d'abord le Koweït.

Ils ont également affirmé que leur riposte contre les pétroliers se ferait « quel que soit leur pavillon ».

« Si les attaques irakiennes se poursuivent, dans ce cas, ce seront les Etats-Unis qui essuieront les coups et seront les principaux perdants », a menacé l'hadjatoleslam Khamenei. Le président du parlement iranien, l'hadjatoleslam Hachemi Rafsandjani, a quelque peu nuancé cette position en affirmant que l'Iran n'attaquera pas les bateaux koweïtiens « si ce pays demeure réellement neutre et ne fournit plus aucune aide à Bagdad ».

Corazon Aquino exige l'arrestation des responsables; Honasan introuvable

AFP, UPI, AP et Reuter
MANILLE

Les forces armées des Philippines procédaient à des vérifications sur les routes conduisant à Manille, hier, après avoir repris les derniers bastions occupés par les militaires rebelles qui ont mené un putsch raté la veille. Le principal responsable de l'insurrection, le colonel Gregorio Honasan, restait introuvable.

La présidente Corazon Aquino a exigé hier l'arrestation des officiers responsables de la tentative de putsch. « Je veux qu'ils soient arrêtés », a déclaré Mme Aquino en précisant qu'il « n'est pas question de pardon, parce que tout cela n'a pas été fait contre moi mais contre le pays entier ». « Vous voyez combien de civils ont été tués », a-t-elle ajouté.

Le bilan du soulèvement est d'au moins 55 morts, dont 40 soldats, en majorité des rebelles, se-

lon des sources militaires et hospitalières.

283 personnes ont été blessées, a ajouté de son côté le ministre de la Santé, M. Alfredo Bengzon, précisant que les trois quarts étaient des civils.

Les putschistes, qui avaient attaqué le palais présidentiel, avaient délibérément ouvert le feu sur des civils qui les conspuent. En outre, un grand nombre de civils se sont trouvés pris dans les feux croisés des rebelles et des troupes gouvernementales.

Après la reddition hier des derniers rebelles, une quarantaine, qui s'étaient retranchés dans le camp Aguinaldo, le quartier-général des forces armées, la vie a repris peu à peu son cours normal à Manille. L'aéroport international a rouvert hier matin après douze heures de fermeture. Les écoles fermées vendredi ont également été rouvertes et le trafic était normal dans les rues de la capitale.

Environ 700 rebelles ont été arrêtés et sont sous bonne garde sur un navire de la marine mouillant dans la rade de Manille en raison du manque de place dans les prisons, a indiqué le chef d'état-major des forces armées, le général Fidel Ramos.

En revanche, le chef de la rébellion, le colonel Honasan, était hier toujours en fuite après s'être échappé en hélicoptère vendredi lorsque les troupes loyalistes commençaient à prendre le dessus sur les quelques 500 mutins qui tenaient le camp Aguinaldo. Selon des informations non confirmées, il se serait enfui dans la province de Quirino, au nord de Manille.

L'ancien ministre philippin de la Défense et aujourd'hui leader de l'opposition, Juan Ponce Enrile, a fait savoir de son côté qu'il n'avait « rien à voir » avec l'insurrection des militaires.

Par ailleurs, une centaine de rebelles qui s'étaient emparés d'un aéroport à Legazpi, dans l'île de Luzon (sud-est de l'archipel), se sont rendus hier, ainsi que le général Edgardo Abenita à Cebu, la deuxième ville du pays.

Enfin, 250 mutins du Camp Olivas, un quartier-général régional de l'armée au nord de Manille, se sont rendus hier matin sans livrer combat. Mais 300 autres rebelles de ce camp se sont enfuis à bord de camions, une demi-heure avant que les troupes loyalistes n'investissent la place.

Deux autres mineurs tués en Afrique du Sud

AFP, UPI et Reuter
JOHANNESBURG

La tension est restée vive en Afrique du Sud hier après la mort de deux mineurs noirs, tués lors d'affrontements dans une mine d'or, et un attentat perpétré au Cap contre les locaux du Congrès des syndicats sud-africains (COSATU), la centrale des syndicats noirs.

Les négociations se poursuivaient cependant entre le patronat blanc et les mineurs noirs en grève depuis maintenant 21 jours.

Les affrontements meurtriers ont éclaté entre grévistes et vigiles à la mine d'or de Kinross, à 150 km à l'est de Johannesburg, ont indiqué hier les propriétaires de la mine, la compagnie Gencor.

Un vigile a ouvert le feu lorsque environ 200 grévistes ont attaqué le personnel avec des machettes. Les équipes de sécurité de la mine ont fait usage de gaz lacrymogènes pour disperser les grévistes. 12 mineurs et quatre

membres du personnel de la mine ont été blessés.

Dix mineurs ont trouvé la mort depuis que quelque 300 000 mineurs se sont mis en grève le 9 août pour appuyer des revendications salariales.

Par ailleurs, une bombe a explosé et causé d'importants dégâts hier au Cap, dans la maison où se trouvent les locaux du COSATU.

L'explosion a eu lieu alors que les discussions entre syndicats et employeurs portant sur la fin de la grève des mineurs avaient atteint une phase critique.

La déflagration a gravement endommagé le bâtiment de trois étages, mais aucun blessé n'a été signalé.

Les dirigeants du NUM ont eu sept heures d'entretien avec l'Anglo American Corp., la compagnie la plus touchée par la grève, et ils ont accepté de poursuivre les entretiens avec les six grandes compagnies minières du pays aujourd'hui.

Tripoli: trois morts

Reuter et AFP
TRIPOLI, Liban

Trois personnes ont été tuées et 20 autres blessées hier par l'explosion d'une bombe dans un autobus, dans le centre de Tripoli, chef-lieu du Liban-nord sous contrôle syrien.

L'explosion de la charge de 5 kg de TNT, placée dans une valise déposée à l'arrière de l'autobus, a tué une passagère et blessé mortellement deux autres usagers. Vingt personnes, dont plusieurs se trouvaient dans la salle d'attente de la station routière, sur la place principale de Tripoli (86 km au nord de Beyrouth), ont dû être hospitalisées, a affirmé la police.

Quatre soldats libanais ont au nombre des blessés, selon la même source. Cet autobus assurait la liaison Tripoli-Beyrouth que de nombreux soldats originaires du Liban-nord empruntent pour rejoindre leurs casernes dans le « pays chrétien ».

L'autobus, dont le réservoir d'essence a pris feu, a entièrement brûlé. Deux autres autobus et quatre voitures en stationnement sur la place Al-Tell ont été endommagés.

Il y a eu deux explosions, ont rapporté des témoins. Selon les autorités, la deuxième bombe était composée d'un mélange de dynamite et de nitroglycérine et a été placée dans un bus stationné près de trois restaurants et d'un centre culturel.

D'autre part, un bombardement a fait quatre morts hier après-midi dans un poste tenu conjointement dans le sud du Liban par l'armée israélienne et sa milice auxiliaire de l'Armée du Liban-sud (ALS), a indiqué un officier de la Force intermédiaire des Nations-Unies au Liban (FINUL).

Seize obus de mortier ont été tirés sur ce poste situé en surplomb du village de Yater (112 km au sud de Beyrouth), hors de la « zone de sécurité » établie par Israël en territoire libanais.

Par ailleurs, les manifestations contre la misère qui ont éclaté la semaine dernière à Beyrouth se sont étendues hier au sud et à l'est du Liban. Dans la vallée de la Bekaa (est du pays) 2 000 manifestants ont défilé dans les rues de Rachaya al Wadi, à 10 km de la frontière syrienne, pour protester contre la cherté de la vie et la pénurie de pain.



Pas de cinéma le jour du sabbat

Un juif ultra-orthodoxe crie contre les policiers qui tentaient de contenir, hier à Jérusalem, des manifestants s'opposant à l'ouverture des cinémas pendant le sabbat. Les juifs orthodoxes ont réussi à mobiliser à certains endroits plusieurs milliers de manifestants, mais la police a déployé d'importants moyens pour éviter des affrontements directs entre les ultra-orthodoxes et les laïcs.

PHOTO REUTER